



Enquête Hiscox 2017
ADN d'un entrepreneur
Un souffle d'optimisme

La neuvième édition de l'étude Hiscox
« ADN d'un entrepreneur » présente les
résultats d'une enquête menée auprès
de plus de 4.000 entrepreneurs ou
responsables d'entreprises de moins
de 50 salariés en Europe (France,
Allemagne, Pays-Bas, Espagne et
Royaume-Uni) et aux Etats-Unis.

Sommaire

Avant-propos	3
Enseignements	5
Confiance des entreprises	9
Emploi	16
Finance	19
Brexit	22
Facteurs externes	24
Caractéristiques d'un entrepreneur	27
Finances personnelles	33
Gestion des risques	36
Pays étudiés	39
Méthodologie et profil des sondés	50

Avant-propos



3	Avant-propos
5	Enseignements
9	Confiance des entreprises
16	Emploi
19	Finance
22	Brexit
24	Facteurs externes
27	Caractéristiques d'un entrepreneur
33	Finances personnelles
36	Gestion des risques
39	Pays étudiés
50	Méthodologie et profil des sondés

L'élan de la reprise

Notre neuvième étude annuelle « ADN d'un entrepreneur » est placée sous le signe de l'enthousiasme. Une vitalité transparaît dans le nombre record d'entreprises faisant état d'un accroissement de leur chiffre d'affaires et du nombre de leurs clients. Il se reflète dans la hausse du niveau d'optimisme des six pays couverts par l'étude. Cet optimisme est également perceptible à travers le nombre de sondés déclarant que leur situation financière personnelle s'est améliorée au cours de l'année écoulée.

Mais l'un des faits les plus encourageants mis en lumière par l'étude est l'amélioration manifeste de la situation des millenials (les 20-30 ans – dits « génération Y »). Ce sont les forces vives dont dépendra largement notre croissance économique dans les années à venir. Ils donnent un nouveau souffle au monde de l'entreprise, et l'étude démontre que la plupart d'entre eux non seulement prospèrent, mais sont aussi confiants en l'avenir.

Le rôle important joué par les petites entreprises a été maintes fois relaté de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les petites entreprises ont créé près des deux tiers des nouveaux emplois nets au cours des deux dernières décennies*. Au Royaume-Uni, elles représentent 60% de l'ensemble des emplois au sein du secteur privé**. Elles sont le moteur de la croissance et de l'innovation, et contribuent dans une large mesure à la prospérité de la communauté au sein de laquelle elles opèrent.

Leur nombre a augmenté ces dernières années, parallèlement à celui des start-ups, ce qui est très positif. Mais on oublie souvent qu'elles prennent des risques – leurs dirigeants sont souvent prêts à hypothéquer leur maison,

à travailler de longues heures et à se priver de revenus pour donner vie à une idée. Comme le montre l'étude, les petites entreprises sont nombreuses à faire appel à des capitaux externes pour financer leur activité à leurs débuts. Nombre d'entre elles dépendent en outre fortement d'un seul client important. Une plainte récurrente de leur part : les pouvoirs publics ne les soutiennent pas assez. Bref, tout n'est pas rose.

Hiscox accompagne depuis longtemps des entrepreneurs pour les aider à gérer leurs risques. Nous assurons près de 480.000 petites entreprises à travers le monde, représentant un chiffre d'affaires global de plus de 70 milliards £. Il est vital pour nous, et important pour elles, que nous puissions comprendre les pressions auxquelles elles sont soumises. Cela nous permet d'anticiper leurs besoins de manière à affiner notre gamme de produits et services en conséquence. Mais ça n'est pas tout. A travers notre étude, nous ouvrons une fenêtre sur le monde de l'entreprise et apportons un éclairage sur les habitudes et les comportements des acteurs du monde économique de demain. Cela peut être une aide précieuse pour ceux, responsables politiques et autres, qui s'attachent à soutenir l'entrepreneuriat et promouvoir le bien-être des petites entreprises.



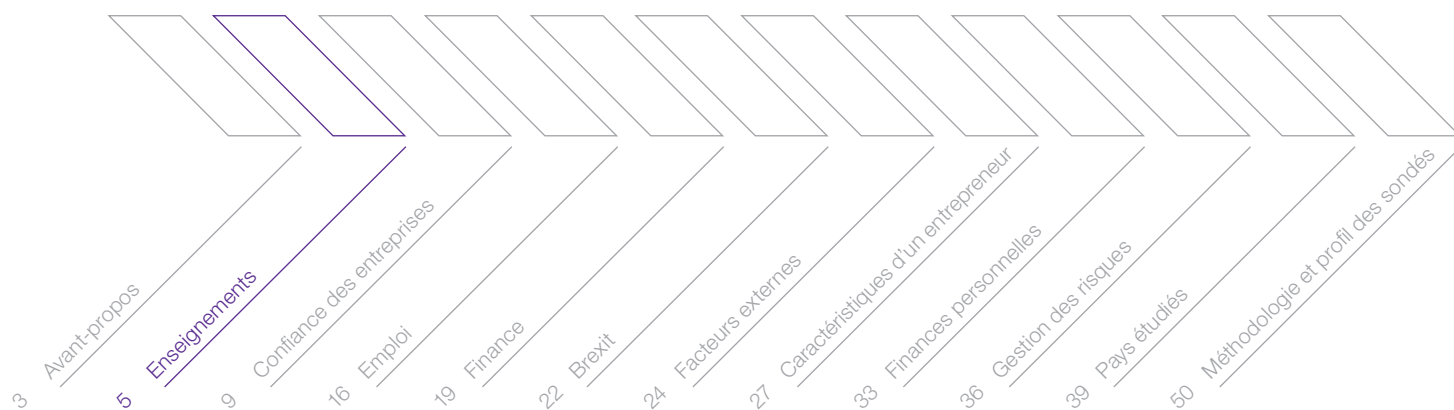
Bronek Masojada

Bronek Masojada
Directeur Général d'Hiscox
Hiscox

Selon l'US Small Business Administration Change et le National Federation of Self Employed and Small Businesses.

Enseignements





Une très bonne année dans l'ensemble

Deux tiers (67%) des entreprises ont vu leur chiffre d'affaires augmenter. Les meilleurs résultats à cet égard proviennent des Etats-Unis (72%), où les dépenses d'investissement et les exportations ont bondi, et de l'Espagne (71%). Davantage d'entreprises néerlandaises et françaises (67% et 62%, respectivement) ont également enregistré une hausse de leurs ventes, ce qui illustre la reprise dans la zone euro. En revanche, les chiffres au Royaume-Uni traduisent un léger tassement : 61% des entreprises britanniques font état d'une augmentation de leur chiffre d'affaires (mais elles sont plus nombreuses à annoncer des bénéfices en hausse (p10).

Des perspectives positives

Sept entreprises sur dix (71%) relatent une hausse de leurs nouveaux clients, et l'optimisme continue de progresser aux Etats-Unis, en France, en Espagne et aux Pays-Bas. En revanche, la tendance est là encore différente au Royaume-Uni, où la proportion d'optimistes est passée de 60 à 55%. La détérioration des taux de change et la crainte de devoir répercuter les hausses de coûts pèsent sur les petites entreprises britanniques (p11).

Le facteur politique

Le pourcentage de sondés déclarant ressentir l'impact de l'instabilité politique sur leur activité est passé de 22 à 31% au Royaume-Uni et de 31 à 36% aux Etats-Unis. La proportion a aussi fortement évolué en France et en Espagne, mais en sens inverse, passant de 54 à 43% et de 64 à 57%, respectivement (p25). Dans le même temps, le nombre d'entreprises voyant dans le Brexit un facteur négatif pour leur activité a fortement baissé (p23).

Assouplissement du crédit mais hausse des financements alternatifs

Aux Etats-Unis, les sondés déclarant que l'accès au crédit s'était amélioré ont été plus nombreux que ceux déclarant qu'il s'était durci (14% contre 13%), ce qui marque un revirement par rapport à l'année précédente. En Europe, le nombre de participants faisant état d'un assouplissement des conditions de crédit a globalement augmenté l'an dernier, notamment parmi les plus grandes entreprises. En revanche, les propriétaires de plus petites entreprises sont davantage enclins à court-circuiter les banques. Le nombre de sondés recourant au crowd-sourcing ou au capital-risque, réhypothéquant leur maison ou faisant appel à leur famille ou à leurs amis pour lever des fonds a fortement augmenté. Une entreprise américaine sur dix se tourne désormais vers des prêteurs non bancaires, tels que les fonds de créance (p20).

La forte concentration de l'activité est source d'inquiétude

Une petite entreprise sur six (16%) réalise la moitié ou plus de son chiffre d'affaires auprès de son principal client. La proportion moyenne s'établit à environ un quart du CA (25,5%). On observe cependant d'importantes variations. La concentration de l'activité est plus marquée dans les secteurs du transport et des services aux entreprises (au sein desquels les entreprises réalisent en moyenne 34 et 32%, respectivement, de leur chiffre d'affaires auprès d'un seul client) (p15).



La génération Y en tête du classement du bien-être

Les jeunes entrepreneurs s'en sortent particulièrement bien. La moitié des moins de 30 ans (50%) et 46% des 30-39 ans déclarent être dans une meilleure situation qu'il y a un an, contre un tiers ou moins pour les sondés plus âgés. Dans certains pays, notamment en Espagne, l'écart entre les générations est encore plus marqué. Sans surprise, compte tenu du facteur d'âge, les entreprises créées depuis la crise financière de 2008 sont plus enclines à déclarer être dans une meilleure situation que celles plus anciennes (43% contre 32%) (p34).

Large recours à des services de mentorat

Près d'un tiers des entrepreneurs ou responsables d'entreprises (31%) déclarent avoir fait appel à des services de mentorat. La pratique est plus répandue aux Etats-Unis et en Espagne, où 45 et 35% des sondés déclarent avoir eu recours à de tels services, et parmi les moins de 30 ans (55% d'entre eux y ont recouru, contre 24% pour les plus de 60 ans). La quasi-totalité des sondés ayant fait appel à des services de mentorat (94%) ont déclaré que cela leur avait été « très utile » ou « assez utile » (p32).

Dynamisme des entrepreneurs en série

Un peu plus d'un quart (26%) des sondés gèrent actuellement plus d'une petite entreprise. C'est en Espagne que l'on trouve la plus forte proportion d'entrepreneurs en série (35%), lesquels constituent une catégorie dynamique : ils représentent plus d'un tiers (35%) des entreprises prévoyant de lancer un nouveau produit l'an prochain et près de la moitié (48%) des entreprises exportatrices. La plupart des entrepreneurs en série font partie de la tranche d'âge des moins de 40 ans et de ceux gérant les plus grandes entreprises de notre échantillon (p32).

Menace croissante des cyberattaques

Une entreprise sur huit (13%) a été victime d'une cyberattaque, contre 11% l'année précédente. Aux Etats-Unis et en Allemagne, la proportion atteint près d'une société sur six (16 et 15%, respectivement). Parmi celles ayant subi une cyberattaque, le pourcentage déclarant avoir accusé une perte importante de ce fait a presque doublé cette année, passant de 26 à 48% (p14).

Diminution du temps de travail

Le temps de travail des entrepreneurs ou responsables d'entreprises a diminué (moins de 41 heures par semaine, contre 42 heures en moyenne l'année précédente). Ce constat se vérifie dans les six pays couverts par l'étude. La plus forte baisse a été enregistrée aux Etats-Unis, où le temps de travail hebdomadaire moyen est passé de 40 heures à un peu moins de 38. Et ce sont les plus jeunes sondés qui ont réduit le plus la durée de leur semaine de travail : les moins de 30 ans déclarent travailler désormais un peu plus de 35 heures par semaine, contre près de 41 heures l'année précédente (p29).



72%

Les petites entreprises américaines sont florissantes : près de trois sur quatre (72%) ont vu leurs ventes augmenter l'an dernier.



61% et 59%

Léger tassement au Royaume-Uni : le nombre d'entreprises faisant état d'une hausse de leur chiffre d'affaires (61%) et de leur carnet de commandes (59%) est en baisse.



35%

Entrepreneurs en série : plus d'un tiers (35%) des entrepreneurs espagnols ont plus d'une paella sur le feu.



27 jours – 3,5 de plus que le reste

Passe-moi la crème solaire... Les Néerlandais ont pris en moyenne 27 jours de vacances l'an passé, soit trois et demi de plus que dans les autres pays.



74%

Warum nicht ? Près des trois quarts des sondés allemands (74%) se considèrent comme des « entrepreneurs » – une proportion plus importante que dans les autres pays.



Hausse de 15%

Le facteur post-présidentielles ? C'est en France que les niveaux d'optimisme ont le plus augmenté, passant de 41 à 56% des sondés.

Confiance des entreprises



3	Avant-propos
5	Enseignements
9	Confiance des entreprises
16	Emploi
19	Finance
22	Brexit
24	Facteurs externes
27	Caractéristiques d'un entrepreneur
33	Finances personnelles
36	Gestion des risques
39	Pays étudiés
50	Méthodologie et profil des sondés

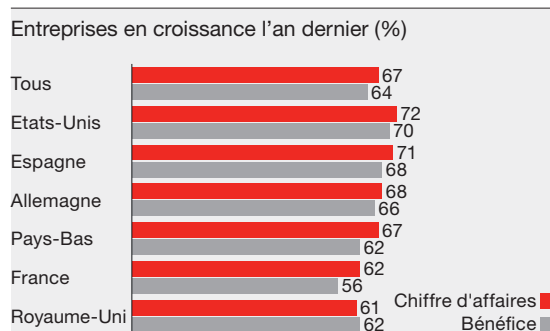
L'élan de la reprise

Les petites entreprises bénéficient clairement du rebond dans la zone euro et de la vigueur persistante de l'économie américaine. Deux entreprises sur trois au sein de notre échantillon surfent sur la reprise et se disent confiantes quant à l'avenir.

Près de 67% des sondés ont vu leur chiffre d'affaires augmenter l'an passé. Une proportion particulièrement forte a été observée aux Etats-Unis, où 72% des entreprises ont relaté des ventes en hausse. Un nombre croissant de sociétés américaines affichent désormais une croissance à deux chiffres (voir Focus sur les Etats-Unis, p48). Les entreprises espagnoles, néerlandaises et françaises sont également de plus en plus nombreuses à faire état d'une croissance de leurs ventes (71%, 67% et 62% respectivement).

En revanche, on observe un léger tassement au Royaume-Uni, où 61% des entreprises ont vu leur chiffre d'affaires progresser, contre 64% il y a un an. Ces chiffres masquent d'importantes variations régionales, avec une hausse spectaculaire en Irlande du Nord et au Pays de Galles, compensée par une forte baisse dans la région des West Midlands (voir Focus sur le Royaume-Uni, p46). En Allemagne également, la croissance des chiffres d'affaires a légèrement ralenti, passant de 70 à 68%.

Comme les années précédentes, les entreprises sont légèrement moins nombreuses à faire état d'une augmentation de leur bénéfice que d'une progression de leur chiffre d'affaires. Le Royaume-Uni fait ici figure d'exception, 62% des entreprises britanniques déclarant avoir enregistré un bénéfice en hausse l'an passé.



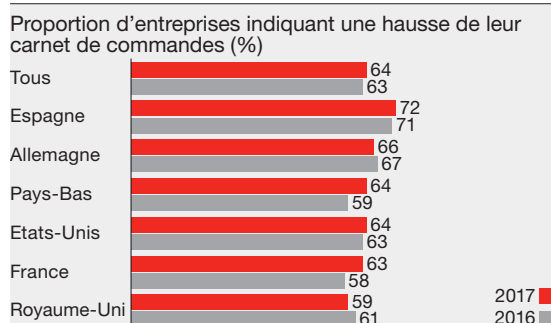
Le secteur des services financiers recèle le plus grand nombre d'entreprises en croissance. Près de quatre sur cinq à ont vu à la fois leur chiffre d'affaires et leur bénéfice progresser. Viennent ensuite les secteurs de la construction, de l'immobilier, de l'énergie, et de l'alimentation, des boissons, des voyages et des loisirs.

Et la tendance est appelée à se poursuivre

Les indicateurs sont globalement positifs. Sept entreprises sur dix (71%) font état d'une croissance de leurs nouveaux clients. Le chiffre global est resté stable ces deux dernières années. Néanmoins, on observe cette année une nette amélioration aux Pays-Bas, où 73% des entreprises ont vu leur clientèle s'étoffer, contre 66% l'an dernier.



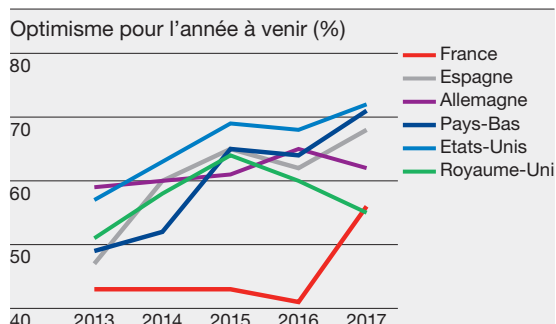
La hausse des carnets de commandes reste elle aussi à l'ordre du jour, avec près de deux tiers (64%) des sondés concernés. La proportion d'entreprises signalant une augmentation de leur charge de travail a fortement augmenté en France et aux Pays-Bas, où elle est passée respectivement de 58 à 63% et de 59 à 64%. En revanche, le nombre d'entreprises britanniques faisant état de carnets de commandes en hausse a légèrement baissé, passant de 61 à 59%.



L'optimisme reste à la hausse dans quatre des six pays

L'optimisme continue de progresser aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, en Espagne et en France, avec une hausse particulièrement forte en France et aux Pays-Bas (où respectivement 56% et 71% des sondés se disent optimistes pour l'année à venir, contre 41% et 64% l'an dernier). Le meilleur score revient aux Etats-Unis, avec 72%, tandis que la moyenne pour les six pays s'établit à 64% (contre 61% il y a un an).

Outre-Manche, la proportion d'optimistes a baissé de 5 points de pourcentage (passant de 60 à 55%), tandis que la part des entreprises déclarant ne pas être optimistes a augmenté de 6 points, pour atteindre 23%.



Globalement, les entreprises du secteur des services financiers sont les plus enclines à se dire optimistes (à 77%, contre 62% l'an passé). Le secteur manufacturier n'est pas loin derrière avec 67% (contre 57% l'an dernier).

Les plus grandes entreprises de notre échantillon sont cette année encore les plus confiantes en l'avenir. Au bas de l'échelle (entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 100.000 £), près de trois entreprises sur cinq (61%) se disent optimistes, par la même proportion que l'an dernier. Mais dans la partie supérieure (entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 10 millions £), la proportion passe à quatre sur cinq (80%, contre 74% il y a un an).

Le sexe et l'âge entrent en compte

Selon les statistiques, les hommes sont plus optimistes que les femmes : deux tiers d'entre eux (66%) déclarent l'être, contre 61% des femmes. On observe également d'importantes disparités en fonction de l'âge : les sondés de moins de 40 ans sont plus enclins à l'optimisme que ceux plus âgés (73% des 30-39 ans, contre 57% des plus de 60 ans).

Les entrepreneurs dirigeant de jeunes entreprises créées depuis la crise de 2008 sont également plus enclins à se montrer enthousiastes pour l'année à venir que ceux à la tête d'entreprises plus anciennes (70% contre 60%).

Raisons d'être optimiste... ou pas

Pour la première fois, nous avons demandé aux participants de nous dire pourquoi ils étaient optimistes pour l'année à venir. Les « gains de nouveaux clients » arrivent en tête dans tous les pays, sauf au Royaume-Uni (où ils sont la deuxième raison la plus citée, d'une courte marge). Une « demande stable/en hausse » arrive, de peu, en deuxième position (et se classe en tête au Royaume-Uni). Les entrepreneurs espagnols et américains sont les plus nombreux à répondre « le développement/lancement d'un nouveau produit ».

Six principales raisons d'être optimiste

1. Six principales raisons d'être optimiste.
2. Acquisition de nouveaux clients.
3. Développement/lancement de nouveaux produits.
4. Augmentation des prix/marges plus facile.
5. Changements fiscaux positifs.
6. Politique gouvernementale plus favorable aux petites entreprises.

En France et aux Etats-Unis, l'impact des récents développements politiques se reflète dans le nombre de sondés mentionnant des « changements fiscaux positifs » (27% en France et 21% aux Etats-Unis). Les sondés français et américains sont également les plus nombreux à évoquer des politiques publiques favorables, avec 28% et 20% respectivement (voir Facteurs externes, p25).

Parmi les pessimistes, une « demande plus faible » est la raison la plus citée, bien que les entreprises néerlandaises s'inquiètent davantage d'une pression sur leurs prix et marges. 45% des pessimistes espagnols craignent un manque de soutien de leur gouvernement.

Au Royaume-Uni, une « détérioration des taux de change » est mentionnée par 27% des sondés, soit plus du double de la moyenne des cinq autres pays, ce qui, à l'évidence, fait suite à la forte baisse de la livre sterling depuis le référendum sur le Brexit.

Les petites entreprises britanniques peuvent-elles en tirer avantage ? La proportion des petites entreprises britanniques qui exportent est passée de 24 à 22% en deux ans.

Toutefois, la part des exportations dans les ventes a augmenté de 27 à 33%, ce qui laisse entendre que les entreprises qui exportent le font de plus en plus. Fait encourageant, le pourcentage d'entreprises non exportatrices qui envisagent d'exporter l'an prochain a doublé, et passe à 6%.

Le nombre de petites entreprises exportatrices a légèrement baissé dans l'ensemble des six pays. Parmi les entreprises de moins de 5 salariés, la proportion est passée de 20 à 19% et, parmi les entrepreneurs individuels, 13% prévoient d'exporter contre 14% l'an dernier. En revanche, le pourcentage d'entreprises exportatrices employant entre 10 et 50 personnes a fortement augmenté, passant de 28 à 35%.

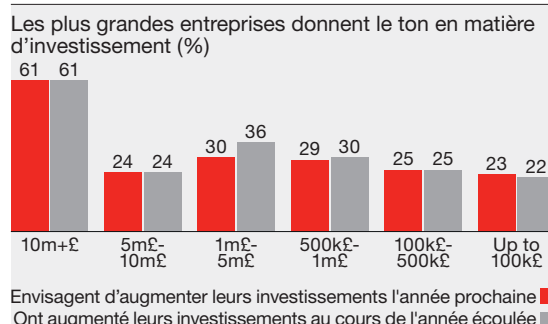
L'investissement reste stable

Un quart des entreprises (25%) ont augmenté leurs investissements l'an passé, soit une légère hausse par rapport à l'année précédente (24%). Une même proportion (25%) prévoit d'investir davantage l'an prochain, ce qui marque une forte progression par rapport à il y a un an (22%).

Les Etats-Unis donnent le ton (voir l'encadré à gauche/à droite/ci-dessus/ci-dessous et Regain de vigueur aux Etats-Unis, p11), et seules les petites entreprises espagnoles peuvent se targuer de suivre à peu près le rythme : 31% d'entre elles ont accru leurs dépenses d'investissement l'an passé et 28% prévoient de le faire l'an prochain.

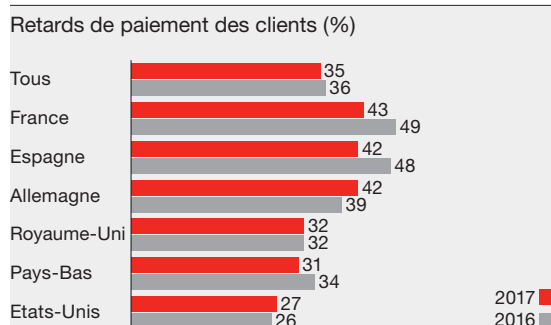
Le pourcentage d'entreprises britanniques prévoyant d'augmenter leurs dépenses d'investissement au cours de l'année à venir (20%) est désormais le plus faible des six pays.

La proportion des plus grandes entreprises de notre échantillon (celles dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 10 millions £) qui investissent représente l'un des signes les plus encourageants pour l'année à venir. Plus de trois sur cinq (61%) ont accru leurs investissements l'an passé contre 22% seulement des plus petites sociétés (chiffre d'affaires inférieur ou égal à 100.000 £) et une moyenne de 25%. Près de 61% des plus grandes sociétés prévoient d'investir à nouveau davantage au cours des 12 prochains mois (voir tableau).



Le problème des retards de paiement persiste

Le nombre d'entreprises accusant des retards de paiement de la part de leurs clients a baissé en France, en Espagne et aux Pays-Bas, mais augmenté en Allemagne. Cependant, le pourcentage reste élevé dans les deux premiers pays (43% en France et 42% en Espagne). Aux Pays-Bas, il est passé de 34 à 31%.



Le nombre d'entreprises américaines faisant état d'un « impact significatif » des retards de paiement sur leurs flux de trésorerie a augmenté de 42 à 63%. En Allemagne, ce chiffre est passé de 40 à 44%.

Plus de la moitié des grandes entreprises sont davantage susceptibles de signaler des problèmes de retards de paiement (57% de celles dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 5 millions £), contre une moyenne de 35% pour les entreprises de toutes tailles dans les six pays.

La part des entreprises qui admettent avoir payé leurs fournisseurs plus tard que l'année précédente est passée de 14 à 17%. Les principaux contrevenants restent les entreprises françaises (23% d'entre elles reconnaissent payer en retard), mais le pourcentage a doublé aux Etats-Unis, à 18%. Les entreprises les plus grandes en termes de chiffre d'affaires sont également plus enclines à payer leurs fournisseurs en retard – près de la moitié (48%) admettent de telles pratiques.

Craintes pour l'année à venir

S'agissant des principales inquiétudes pour l'année à venir, la crainte de ne pas être en mesure d'attirer de nouveaux clients arrive en tête au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Espagne et aux Pays-Bas, bien que la grande majorité des entreprises de ces pays fassent état d'une forte croissance de leurs nouveaux clients (voir ci-dessus). Les sociétés des secteurs des services aux professionnels et des services aux entreprises se montrent les plus inquiètes.

La principale crainte des entreprises françaises et allemandes est de ne pas être payées par certains clients. Cette inquiétude est particulièrement prégnante dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, de l'énergie et du transport.

Au Royaume-Uni, la crainte de devoir répercuter des hausses de coûts sur les clients est évoquée par 14% des sondés (contre seulement 8% il y a deux ans), ce qui reflète là encore l'augmentation du coût des intrants consécutive à la forte baisse du taux de change.

Trois principales craintes pour l'année à venir

France

1. Ne pas être payé par certains clients.
2. Absence de soutien des pouvoirs publics aux petites entreprises.
3. Ne pas être en mesure d'attirer de nouveaux clients.

Allemagne

1. Ne pas être payé par certains clients.
2. Ne pas être en mesure d'attirer de nouveaux clients.
3. Absence de soutien des pouvoirs publics aux petites entreprises.

Pays-Bas, Royaume-Uni et Etats-Unis

1. Ne pas être en mesure d'attirer de nouveaux clients.
2. Ne pas être payé par certains clients.
3. Devoir répercuter des hausses de coûts sur les clients.

Espagne

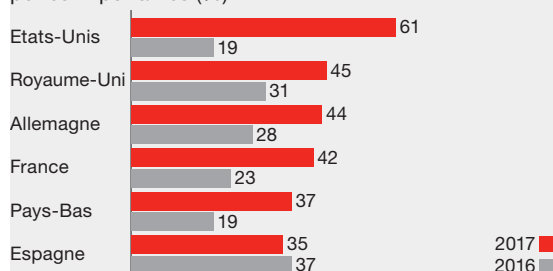
1. Ne pas être en mesure d'attirer de nouveaux clients.
2. Ne pas être payé par certains clients.
3. Ressources financières insuffisantes pour poursuivre l'activité.

La menace grandissante des cyberattaques

La menace des cyberattaques est devenue un problème important pour un nombre croissant d'entreprises. 8% des entreprises américaines, allemandes et néerlandaises et 7% des entreprises britanniques en font état, ce qui représente dans chaque cas une hausse importante par rapport à il y a un an ou deux ans. Dans l'ensemble, le problème des cyberattaques est mentionné par 6% des sondés, soit le double de l'an dernier.

Globalement, près d'une entreprise sur huit (13%) déclare avoir été victime d'une cyberattaque, contre 11% il y a un an. Les chiffres les plus élevés sont observés aux Etats-Unis (16%) et en Allemagne (15%). Parmi les entreprises ayant subi une attaque, le pourcentage déclarant avoir accusé une perte importante de ce fait a presque doublé cette année, passant de 26 à 48%. Ce pourcentage n'a baissé qu'en Espagne (voir tableau).

Proportion des victimes de cyberattaques ayant subi des pertes importantes (%)



Regain de vigueur aux Etats-Unis

Les entreprises américaines se distinguent à deux égards.

Tout d'abord, elles investissent dans l'avenir avec une certaine confiance. Près d'un tiers des entreprises américaines (31%) déclarent avoir investi davantage l'an passé, contre 22% l'année précédente. Une proportion similaire (33%) prévoit en outre de continuer à le faire l'an prochain.

Ensuite, la proportion de petites entreprises américaines qui exportent a fortement augmenté pour atteindre 20%, contre 11% il y a un an. Cela reste certes inférieur à la moyenne des six pays (21%), mais la proportion d'entreprises américaines non exportatrices qui prévoient désormais d'exporter a également doublé (passant de 3 à 7%). En moyenne, les exportations représentent 28% des ventes, contre seulement 18% il y a deux ans.



La concentration de l'activité est source d'inquiétude

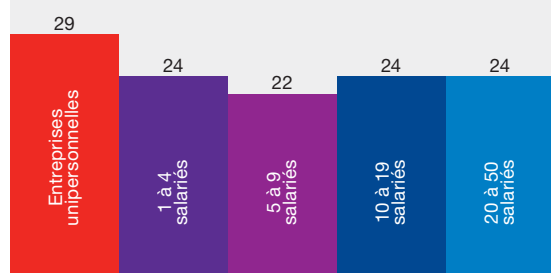
Une petite entreprise sur six (16%) réalise la moitié ou plus de son chiffre d'affaires auprès de son principal client. Cela témoigne de la vulnérabilité dont de nombreuses petites entreprises doivent s'accommoder chaque jour.

Pour la première fois, nous avons demandé aux entreprises de nous dire quelle part de leur chiffre d'affaires leur principal client représentait. La moyenne est d'environ un quart (26%), les entreprises américaines, britanniques et néerlandaises se situant à une extrémité du spectre (avec 27%, 27% et 26%, respectivement) et les entreprises françaises et espagnoles à l'autre (23%).

Toutefois, les moyennes masquent quelques écarts importants. La concentration de l'activité est plus marquée dans les secteurs du transport/de la distribution et des services aux entreprises (au sein desquels les entreprises réalisent en moyenne 34 et 32%, respectivement, de leur chiffre d'affaires auprès d'un seul client). Les entreprises exportatrices sont plus susceptibles d'être surexposées à un client important que celles qui n'exportent pas. Il en est de même pour les entreprises les plus anciennes, ce qui peut tenir au fait que leurs propriétaires tendent à réduire leur activité à mesure qu'ils approchent de la retraite.

Sans surprise, les entreprises unipersonnelles sont plus sujettes à la concentration des clients. Elles réalisent en moyenne 29% de leur chiffre d'affaires auprès d'un seul client. La proportion diminue pour les entreprises employant entre 5 et 9 personnes, avec une moyenne légèrement inférieure à 22%. Elle augmente à nouveau pour les entreprises de 10 salariés ou plus ainsi que pour les plus grandes entreprises de notre échantillon, pour lesquelles la moyenne est supérieure à 24%.

Part du principal client dans le chiffre d'affaires (%)



Ralentissement du développement de nouveaux produits en Europe

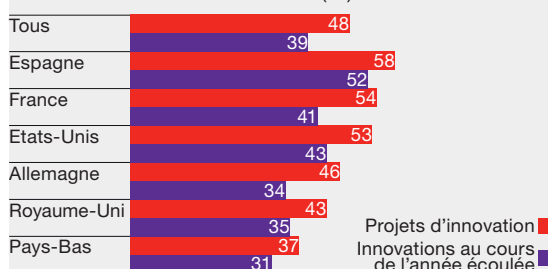
Les études de ces deux dernières années avaient été marquées par une reprise du développement de nouveaux produits. Les résultats de cette année montrent une légère inversion de cette tendance. Le pourcentage d'entreprises (toutes tailles confondues) déclarant avoir développé ou lancé un nouveau produit l'an dernier est en effet passé de 41 à 39%.

Seules les entreprises américaines peuvent se targuer d'avoir accru leurs investissements dans ce domaine. Près de 43% d'entre elles déclarent avoir développé/lancé un nouveau produit au cours des 12 derniers mois, contre 36% l'année précédente. Plus de la moitié des entreprises américaines (53%) envisagent de lancer un nouveau produit l'année prochaine, contre 48% il y a un an.

La situation est très différente en Europe. La part des sondés ayant innové l'an dernier est en baisse dans tous les pays. Les petites entreprises espagnoles restent les plus actives en ce qui concerne le développement de produits – elles sont 52% à avoir lancé un nouveau produit au cours de l'année écoulée (contre, cela dit, 60% l'année précédente). Les entreprises néerlandaises ferment quant à elles la marche, seulement 31% d'entre elles ayant lancé un nouveau produit l'an dernier.

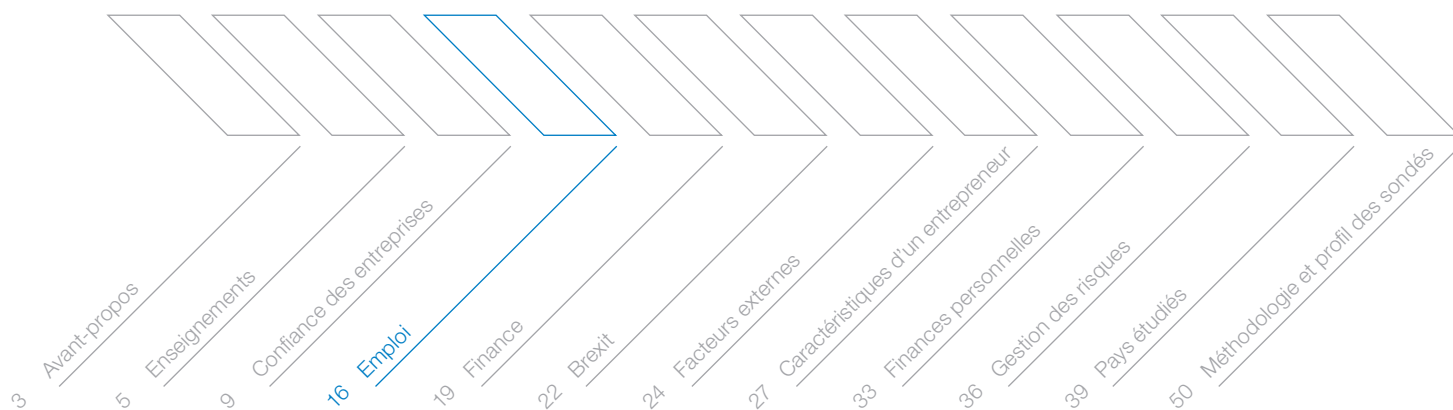
Elles se montrent également les moins enclines à le faire l'an prochain : seulement 37% d'entre elles prévoient de développer ou de lancer un nouveau produit, contre 43% l'an dernier. Les entreprises espagnoles et françaises tiennent le haut du pavé (à 58% et 54% respectivement), quoique, là encore, ces chiffres soient légèrement en baisse par rapport à l'an passé. Dans l'ensemble, 48% des entreprises prévoient de lancer un nouveau produit l'an prochain, contre 51% il y a un an.

Innovation : projets pour l'année à venir par rapport aux chiffres réels de l'année écoulée (%)



Emploi





La croissance s'accélère

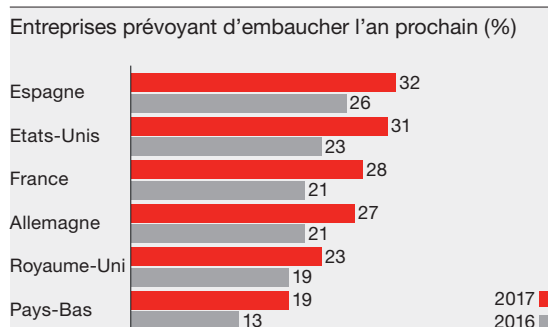
La reprise économique se traduit finalement par une forte croissance de l'emploi dans le secteur des petites entreprises. Une entreprise sur six (16%) ayant participé à l'étude a embauché l'an passé, contre 13% l'année précédente.

La palme revient cette année à l'Espagne, où près d'une entreprise sur cinq (19%) a procédé à des recrutements. Viennent ensuite les Etats-Unis et le Royaume-Uni (où 16% des entreprises ont embauché), suivis par l'Allemagne et la France (15% chacune). Le nombre de créations de postes de direction s'inscrit également en nette hausse par rapport à l'année précédente dans tous les pays, à l'exception de l'Allemagne, où un tiers des embauches a concerné des apprentis. Le nombre de stagiaires a également fortement augmenté aux Etats-Unis, où ils représentent 26% du total, soit le double de l'année précédente.

Les secteurs des services financiers et de la pharmacie ont été les principaux pourvoyeurs d'emplois l'an passé. Déduction faite du nombre d'entreprises qui ont réduit leurs effectifs, la proportion nette de sociétés qui ont embauché dans ces deux secteurs atteint 13%.

Les perspectives sont positives

Signe encourageant, les plans de recrutement pour l'année à venir font état d'une hausse sensible des intentions d'embauche par rapport à il y a un an. En effet, plus d'un quart des entreprises (27%) prévoient d'embaucher l'an prochain, contre 21% l'an dernier.

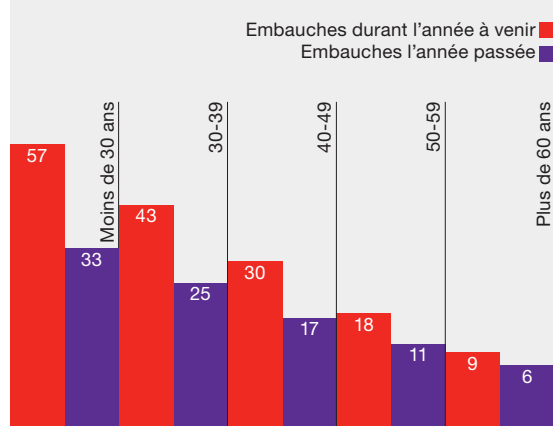


Les grandes entreprises sont plus enclines à embaucher que les petites. Parmi les plus petites entreprises (CA inférieur à 100.000 £), une sur six (16%) prévoit de recruter l'an prochain, tandis que ce chiffre passe à 45% pour celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 500.000 £ et 1 million £, et à 79% pour celles dont le chiffre d'affaires dépasse 10 millions £.

Pour la première fois, nous avons demandé aux entreprises souhaitant embaucher combien de postes elles prévoyaient de créer. Près d'un tiers des entreprises américaines (31%) et 28% des entreprises britanniques prévoient de recruter 10 personnes ou plus. Dans les quatre autres pays, la grande majorité des entreprises prévoient d'embaucher entre une et quatre personnes.

Les jeunes entrepreneurs se montrent les plus dynamiques à cet égard. Ce sont en effet les groupes d'âges les plus jeunes de notre étude qui sont – et de loin – les plus susceptibles de recruter l'an prochain, ce qui reflète les résultats en matière de bien-être (voir le tableau La génération Y en tête du classement du bien-être, p34).

Entrepreneurs par âge : embauches passées et prévues (%)



Les robots vont-ils prendre la main ?

Le pourcentage de sondés qui voient dans la technologie un moyen de réduire leurs effectifs à l'avenir reste faible, à 14% (contre 10% en 2016). Toutefois, il a plus que doublé aux Etats-Unis l'an dernier, passant de 8 à 18%. Au Royaume-Uni, ce chiffre a augmenté de 8 à 12%.

Sans surprise, c'est dans les secteurs des services financiers et manufacturiers que la menace pour les emplois est la plus élevée : 28% et 24%, respectivement, des entreprises de ces secteurs estiment que la technologie leur permettra de réduire leurs effectifs à terme.

Finance



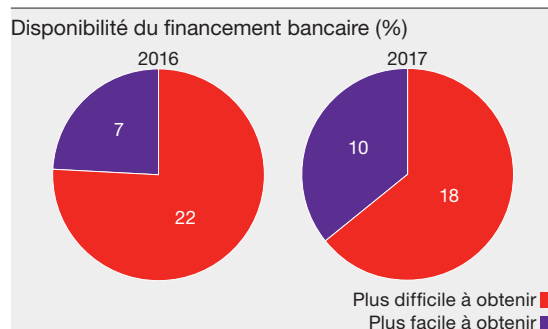
3	Avant-propos
5	Enseignements
9	Confiance des entreprises
16	Emploi
19	Finance
22	Brexit
24	Facteurs externes
27	Caractéristiques d'un entrepreneur
33	Finances personnelles
36	Gestion des risques
39	Pays étudiés
50	Méthodologie et profil des sondés

Les conditions de crédit semblent s'améliorer

Lors des récentes études, un grand nombre de participants ont invariablement indiqué qu'il était devenu plus difficile d'obtenir un financement bancaire. Cependant, les réponses de cette année donnent à penser que les banques commencent à se montrer plus enclines à accorder des prêts.

Aux Etats-Unis, par exemple, les sondés déclarant que l'accès au crédit s'était amélioré ont été plus nombreux que ceux déclarant qu'il s'était détérioré (14% contre 13%), ce qui marque un véritable revirement par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle 7% seulement des sondés avaient estimé que les conditions de crédit s'étaient assouplies et 17% qu'elles s'étaient durcies.

En Europe, le nombre de participants faisant état d'un assouplissement des conditions a globalement augmenté l'an dernier, sauf en Espagne. Dans l'ensemble des six pays, les entreprises estimant qu'il est devenu plus difficile d'obtenir un financement bancaire restent plus nombreuses que celles affirmant le contraire, mais l'écart s'est considérablement réduit. Alors qu'il y a un an, une proportion nette de 15% des sondés jugeait l'obtention d'un tel financement plus difficile (plus difficile pour 22% et plus facile pour 7%), ce chiffre n'est plus désormais que de 8%. En outre, le nombre de participants déclarant ne pas avoir accès aux fonds nécessaires pour développer de nouveaux produits a fortement baissé, passant de 37 à 27%.



Un groupe de participants bénéficie clairement d'un meilleur traitement : parmi les plus grandes entreprises de notre échantillon (celles dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 10 millions £), 30% estiment en effet qu'il est devenu plus facile d'obtenir un crédit, contre 15% seulement d'avis contraire.

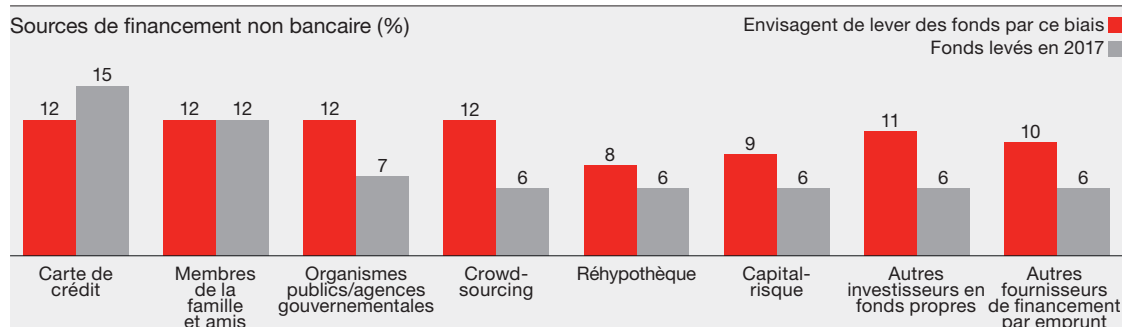


Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se tourner vers des sources non bancaires

La proportion d'entreprises ayant fait appel à une banque pour obtenir un financement a légèrement diminué, passant de 16 à 14%, ce qui tient sans doute au fait qu'un nombre croissant d'entre elles se tournent vers des sources non bancaires.

En effet, le pourcentage de participants ayant eu recours au crowd-sourcing ou au financement peer-to-peer a doublé l'an dernier, passant de 3 à 6%, et 12% envisagent de lever des fonds par ce biais l'an prochain.

Aux Etats-Unis, le chiffre est passé de 4 à 10%, et 16% envisagent de lever des fonds par ce biais (contre 11% un an plus tôt). Au Royaume-Uni, le nombre de participants ayant eu recours au crowd-sourcing a doublé pour atteindre 6%.



La proportion d'entreprises ayant fait appel à une banque pour obtenir un financement a légèrement diminué, passant de 16 à 14%, ce qui tient sans doute au fait qu'un nombre croissant d'entre elles se tournent vers des sources non bancaires.

La proportion d'entreprises américaines et britanniques ayant mis à contribution le marché du capital-risque a également fortement augmenté (passant de 3 à 10% aux Etats-Unis et de 2 à 5% au Royaume-Uni). En Espagne et aux Pays-Bas, le pourcentage de sondés déclarant envisager de faire appel à des fonds de capital-risque a plus que doublé (passant de 4 à 9% en Espagne et de 3 à 8% aux Pays-Bas).

Un grand nombre d'entreprises se tournent également vers des prêteurs non bancaires, tels que les fonds de dette. 10% des entreprises américaines et 6% des entreprises allemandes ont levé des fonds par ce biais l'an dernier, et au moins une sur dix aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en France envisage de le faire l'an prochain.

Aux Etats-Unis, en France et en Allemagne, le nombre de sondés ayant levé des fonds en réhypothéquant leur maison a sensiblement augmenté l'an dernier (passant de 3 à 9% aux Etats-Unis, par exemple), et il en est de même de ceux qui envisagent de le faire (dont la proportion est passée de 5 à 9% au Royaume-Uni et aux Pays-Bas). L'utilisation de cartes de crédit reste élevée, tandis que le nombre de participants envisageant de faire appel à leur famille et à leurs amis l'an prochain s'inscrit en forte hausse dans les six pays (12%, contre 8% en 2016).

Une énigme se pose : alors que le Royaume-Uni s'apprête à quitter l'Union européenne, les entreprises britanniques sont à la recherche de financements dans l'UE. Près de 6% d'entre elles déclarent s'être tournées vers l'UE pour lever des fonds l'an dernier, contre 2% l'année précédente, et 9% envisagent de le faire (contre 7% en 2016).

Un peu moins de la moitié des jeunes entreprises font désormais appel à des capitaux extérieurs

La proportion des propriétaires de petites entreprises ayant créé leur société au cours des quatre dernières années qui font appel à des capitaux extérieurs pour financer le développement de leur activité est passée de 40 à 45% l'an dernier. Aux Etats-Unis, ce chiffre a bondi de 44 à 55%. De fortes hausses ont également été enregistrées au Royaume-Uni (de 40 à 46%) et en Allemagne (de 40 à 44%).

Il reste difficile de lever des fonds propres

Malgré l'intérêt croissant pour le crowd-sourcing, il reste difficile de lever de nouveaux fonds propres.

Pour la première fois cette année, nous avons demandé aux participants s'ils souscrivaient à l'affirmation selon laquelle il est difficile d'inciter les investisseurs à investir dans les petites entreprises. Près des trois quarts des sondés français, allemands et espagnols ont volontiers acquiescé (74%, 71% et 83%, respectivement). Mais les responsables politiques au Royaume-Uni et aux Etats-Unis seront déçus d'apprendre que la moitié des sondés de ces pays ont également marqué leur approbation.

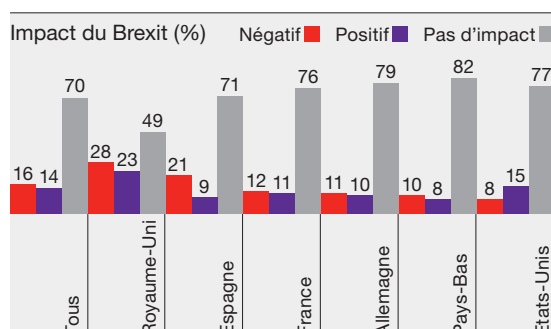
Brexit



D'importants changements d'attitude

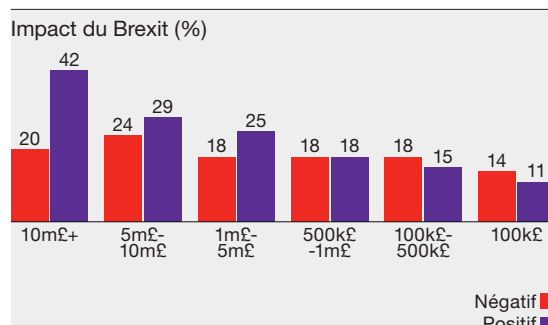
Il y a un an, à la question « Quel impact le Brexit va-t-il avoir sur votre activité ? », une proportion nette d'entreprises dans les six pays avait répondu « un impact négatif » (négatif pour 20% et positif pour 9%). L'écart s'est désormais resserré : 16% continuent de voir dans le Brexit un facteur négatif, mais 14% le considèrent comme positif.

Tandis qu'une proportion nette de 5% des entreprises britanniques conserve un avis négatif sur le Brexit, un pourcentage net de 7% des entreprises américaines estime désormais qu'il aura un effet positif sur leur activité. En France, en Allemagne et aux Pays-Bas, seule une faible proportion nette des sondés affiche une opinion négative à l'égard du Brexit, tandis qu'il y a un an, les avis négatifs l'emportaient sur les positifs à concurrence de 16%. L'Espagne est le seul pays où une importante proportion nette des entreprises reste négative vis-à-vis du Brexit (voir tableau) ; mais là encore, le nombre d'opinions positives a doublé.



Les muscles ont leur importance

Les résultats présentent un important biais lié à la taille. En effet, plus une entreprise est grande, plus l'enthousiasme quant aux opportunités offertes par le Brexit augmente. Les plus grandes entreprises de notre échantillon sont davantage enclines à être optimistes vis-à-vis du Brexit que celles de plus petite taille (voir tableau).



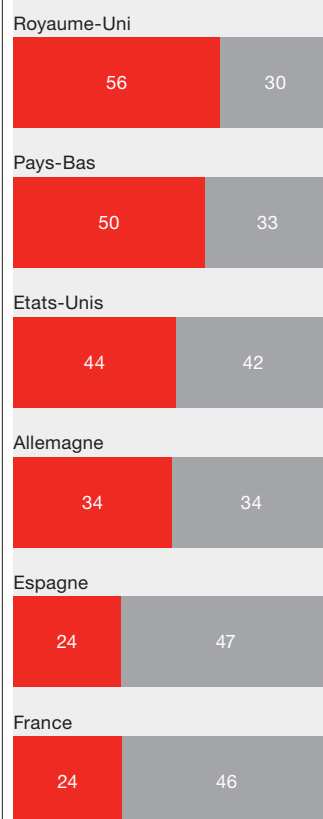
Somme toute, ces chiffres montrent que les entreprises sont désormais plus nombreuses à entrevoir la possibilité de tirer parti du Brexit.

Les hausses de coûts sont la principale préoccupation

En France et en Espagne, la principale crainte à l'égard du Brexit est la menace qu'il fait peser sur les exportations. Mais au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, ce sont les hausses de coûts qui sont la principale source de préoccupation. Les entreprises britanniques se montrent presque deux fois plus inquiètes vis-à-vis des coûts qu'au sujet des exportations (56% contre 30%), ce qui tient à n'en pas douter à la baisse de la livre sterling depuis le référendum sur le Brexit en juin 2016.

Impact anticipé par les entreprises voyant dans le Brexit un facteur négatif (%)

■ Augmentation des coûts
■ Diminution des possibilités d'exportation



Facteurs externes



3	Avant-propos
5	Enseignements
9	Confiance des entreprises
16	Emploi
19	Finance
22	Brexit
24	Facteurs externes
27	Caractéristiques d'un entrepreneur
33	Finances personnelles
36	Gestion des risques
39	Pays étudiés
50	Méthodologie et profil des sondés

Les développements politiques influent sur le comportement des entreprises

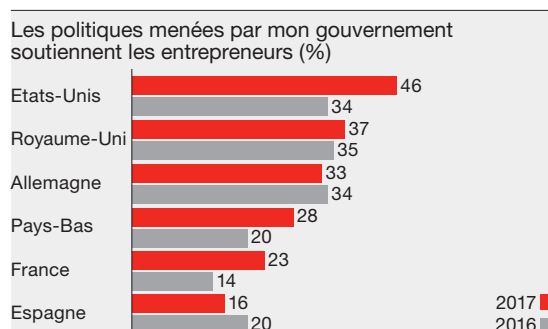
L'opinion des entreprises françaises et américaines à l'égard de leur gouvernement a radicalement évolué. Le changement le plus marqué a été observé en France, où 23% des participants s'accordent désormais à penser que les politiques publiques soutiennent les entrepreneurs (contre 14% il y a un an). Le pourcentage a également fortement augmenté aux Etats-Unis, où il est passé de 34 à 46% (voir Focus sur les Etats-Unis, p48).

En outre, la proportion de sondés américains considérant que les politiques menées par leur gouvernement ne sont pas favorables aux entrepreneurs a baissé de 7 points pour s'établir à 28%. Les facteurs politiques ont sans aucun doute joué un rôle dans les deux pays.

Les propriétaires de petites entreprises en France et aux Etats-Unis sont également plus enclins à penser que le soutien des pouvoirs publics va s'accroître au cours des cinq prochaines années. Parmi ceux considérant les politiques de leur gouvernement comme favorables, 72% des sondés français et 57% de leurs homologues américains estiment que la situation va encore s'améliorer. Même parmi les entrepreneurs français considérant que les politiques actuelles de leur gouvernement ne sont pas favorables, près de la moitié (48%) escomptent une amélioration lors des cinq prochaines années (contre 23% seulement il y a un an).

Les signes en provenance du Royaume-Uni sont mitigés. Si le pourcentage de sondés britanniques considérant les politiques de leur gouvernement comme favorables aux entrepreneurs est passé de 35 à 37% (mais reste cependant nettement inférieur aux 45% enregistrés en 2015), la proportion de ceux

estimant que le soutien des pouvoirs publics s'est dégradé au cours des cinq dernières années a aussi considérablement augmenté (passant de 35 à 42%).



La fiscalité demeure le principal problème

Plus de la moitié des participants (tous pays confondus) continuent de penser que la fiscalité de leur pays ne favorise pas la création d'entreprises (62%, contre 65% il y a un an). Cependant, la proportion d'avis en ce sens a baissé aux Etats-Unis et en France (passant de 59 à 54% et de 85 à 77%, respectivement), ce qui reflète les opinions plus positives à l'égard des politiques publiques. Elle s'inscrit également en baisse aux Pays-Bas (55%, contre 60% l'an dernier) et, dans une moindre mesure, en Espagne (85%, contre 88% l'an passé).

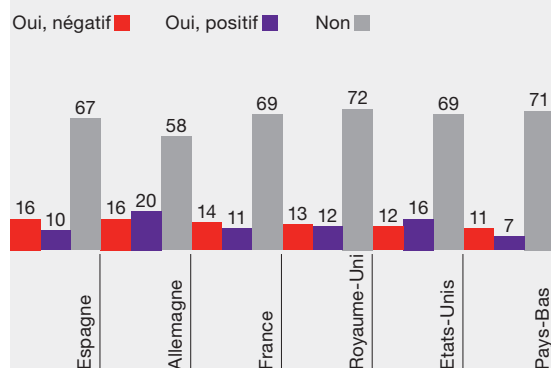
On observe également une légère augmentation de la tolérance à l'égard des lourdeurs administratives. Celles-ci restent considérées comme un frein majeur, mais la proportion de sondés évoquant ce problème a diminué, passant de 55 à 51% aux Etats-Unis, de 82 à 78% en France et de 88 à 83% en Espagne. Le manque de flexibilité de la législation sur l'emploi demeure un problème important en France, mais là encore, les sondés sont moins nombreux à en faire état (84%, contre 76% l'an dernier).

L'instabilité politique est source d'inquiétude au Royaume-Uni et aux Etats-Unis

Le changement politique a son revers. Le pourcentage de sondés déclarant ressentir l'impact de l'instabilité politique sur leur activité est passé de 22 à 31% au Royaume-Uni et de 31 à 36% aux Etats-Unis. En revanche, la proportion a fortement baissé de 54 à 43% en France et de 64 à 57% en Espagne.

Pour la première fois, nous avons demandé aux participants quel impact le durcissement de la législation en matière d'immigration pouvait avoir sur leur activité. Cette évolution est jugée négative en France, en Espagne et aux Pays-Bas, mais les avis positifs l'emportent d'une courte marge aux Etats-Unis et en Allemagne (voir tableau). Malgré le Brexit, 72% des sondés britanniques estiment qu'un durcissement de la législation sur l'immigration n'aura aucun impact sur leur activité, les autres avis exprimés étant partagés assez équitablement entre négatifs et positifs.

La nouvelle législation en matière d'immigration aura-t-elle un impact sur votre activité ? (%)



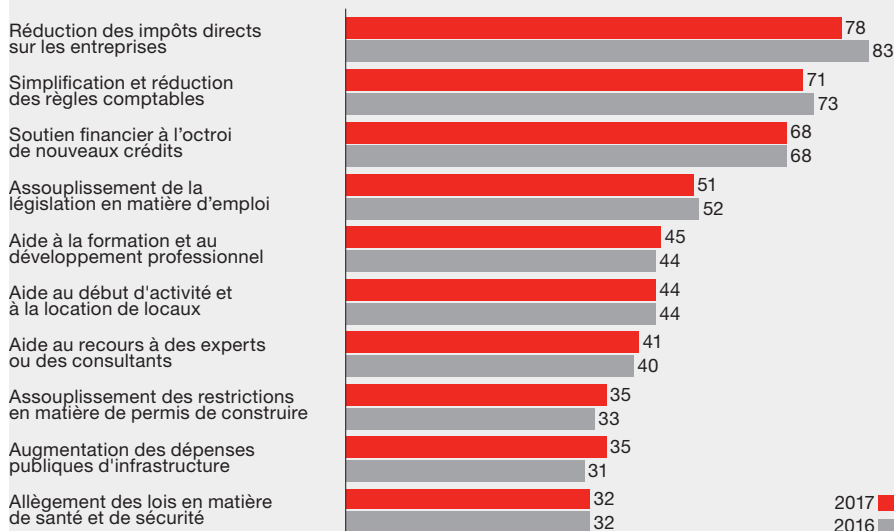
Note : Les totaux des différents pays ne sont pas égaux à 100% car certains participants ont préféré ne pas se prononcer.

Les attentes envers les pouvoirs publics ont légèrement évolué

Les trois principaux souhaits restent les mêmes (diminution des impôts directs, simplification et réduction des règles

comptables et soutien financier à l'octroi de nouveaux crédits aux petites entreprises), bien que les deux premiers aient recueilli un peu moins de suffrages cette année. Plus bas dans le classement, la proportion de sondés souhaitant un assouplissement des restrictions en matière de permis de construire a augmenté, passant de 33 à 35%, tout comme le pourcentage de participants en faveur d'un accroissement des dépenses d'infrastructure (là encore 35%, contre 31% l'année précédente).

Qu'attendent les petites entreprises des pouvoirs publics ?



Allongement du temps consacré aux formalités administratives aux Etats-Unis

Le temps consacré aux formalités administratives par les entrepreneurs ou responsables d'entreprises américaines s'inscrit cette année en forte hausse, passant de 2 heures 18 minutes à 2 heures 43 minutes. Les sondés français restent ceux qui consacrent le plus de temps à ces tâches (4 heures 36 minutes par semaine), mais la situation s'améliore : il y a deux ans, ils déclaraient y consacrer plus de 5 heures. Leurs seuls rivaux sont les Espagnols, avec 4 heures 35 minutes, contre 4 heures 12 minutes il y a deux ans.

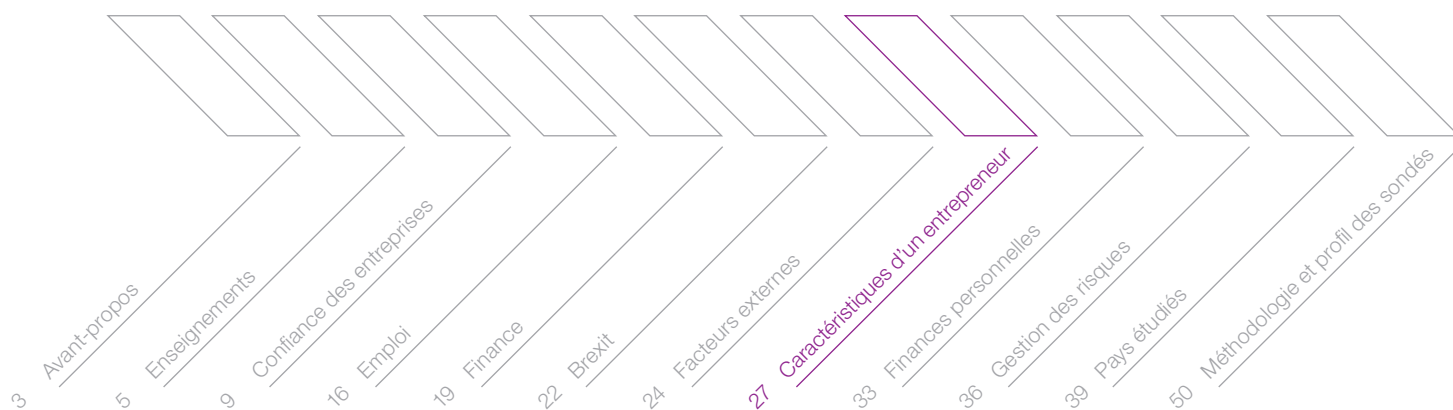
Temps consacré aux formalités administratives chaque semaine



En dépit des efforts du gouvernement pour alléger les charges administratives, le temps moyen consacré à ces formalités par les petites entreprises britanniques continue d'augmenter. Il atteint désormais 2 heures 34 minutes par semaine, contre 2 heures 24 minutes il y a deux ans.

Quelles sont les caractéristiques d'un entrepreneur ?





Quelles sont les caractéristiques d'un entrepreneur ?

La confiance en soi

Trois entrepreneurs ou responsables d'entreprises sur cinq (60%) se considèrent désormais comme des « entrepreneurs ». Plus de la moitié (52%) affirment avoir toujours eu l'idée de créer un jour leur propre entreprise. Dans chaque cas, les pourcentages ont augmenté de manière constante au cours des deux dernières années.

Trois quarts des sondés allemands (74%, contre 70% l'an dernier), 70% des néerlandais et deux tiers des américains (67%, contre 60% l'an passé) se considèrent comme des entrepreneurs. La proportion en France et en Espagne est de 65%. Comme à l'accoutumée, les participants britanniques sont plus modestes : 36% d'entre eux seulement se considèrent comme des entrepreneurs.

On observe cette année aux Etats-Unis, en Allemagne et en Espagne une forte hausse de la proportion de sondés déclarant avoir toujours eu l'idée de créer un jour leur propre entreprise : ils sont 61% en Espagne, 55% aux Etats-Unis et 50% en Allemagne (contre, respectivement, 53%, 50% et 43% il y a un an). Dans l'ensemble, les hommes sont plus enclins que les femmes à souscrire à cette affirmation (54% contre 48%).

Les dirigeants des plus grandes entreprises de notre échantillon (celles dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 10 millions £) sont plus clairvoyants à cet égard que ceux des entreprises plus petites. Trois quarts d'entre eux (76%) déclarent avoir toujours eu l'idée de créer leur propre entreprise (contre 55% l'an dernier).

En regard de la confiance en soi affichée par une large part des sondés, une importante minorité d'entre eux déclarent avoir créé leur

propre entreprise en raison de l'impossibilité de trouver un emploi approprié. La proportion totale est passée de 26 à 30%. Les pourcentages les plus élevés sont le fait de l'Espagne (38%) et de la France (37%), mais une hausse sensible a également été enregistrée aux Etats-Unis (de 22 à 29%), aux Pays-Bas (de 19 à 23%) et au Royaume-Uni (de 25 à 28%).

L'influence des modèles est importante

On observe cette année une hausse du nombre de sondés déclarant avoir été inspirés par un parent exploitant sa propre entreprise ou par un autre modèle. La proportion des participants influencés par un parent représente 26% du total (contre 23% il y a un an). Elle s'inscrit en forte hausse aux Etats-Unis (33%, contre 26% l'an passé).

Les sondés influencés par un autre modèle ayant réussi en affaires représentent 35% du total (contre 33% il y a un an) et incluent la moitié des participants américains (50%). Les femmes sont plus susceptibles d'avoir été influencées par un modèle que les hommes (38% contre 34%).

Un diplôme, pour quoi faire ?

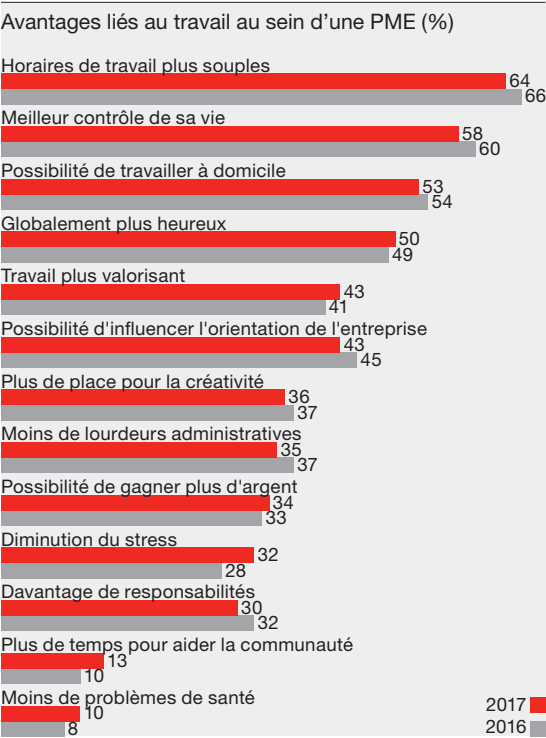
Si la majorité des sondés (56%) s'accordent à dire qu'une formation universitaire peut être un atout pour un entrepreneur, une proportion étonnamment importante des patrons des plus grandes entreprises de notre échantillon (44%) y voit un obstacle potentiel (contre seulement 12% de l'ensemble de notre panel).

Le scepticisme quant à la valeur d'un diplôme a augmenté de manière générale. Les Américains sont plus de deux fois plus nombreux à penser qu'une formation universitaire peut être un obstacle pour un entrepreneur (16%, contre 7% l'an dernier).

Cependant, 45% des sondés américains déclarent avoir suivi un cursus universitaire en gestion, soit une proportion deux fois plus importante qu'en Allemagne, où ce pourcentage est passé de 29 à 22% au cours des deux dernières années.

Avantages liés au travail au sein d'une petite entreprise

Quels sont les grands avantages qu'implique le fait d'être entrepreneur ou responsable d'entreprises d'une petite entreprise ? Les trois réponses les plus fréquemment citées sont les mêmes que l'an dernier : la flexibilité des horaires de travail, le sentiment de mieux contrôler sa vie et la possibilité de travailler à domicile, mais la proportion de sondés mettant en avant la diminution du stress et le fait d'avoir plus de temps pour aider la communauté est en hausse cette année.

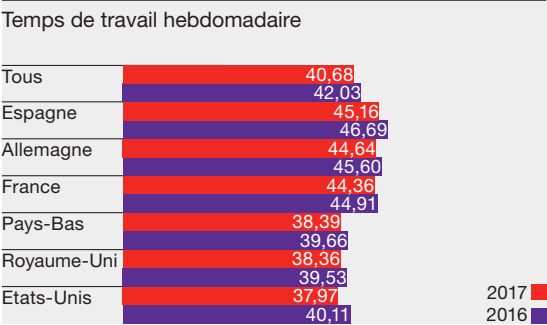


Davantage de temps libre

Est-ce là le fait de la reprise économique ? Ou de la montée en puissance du travail à temps partiel ? Le temps de travail des propriétaires et dirigeants de petites entreprises a diminué par rapport à l'année précédente. Ce constat se vérifie dans l'ensemble des pays couverts par l'étude. La moyenne des six pays est en effet passée de 42,03 heures à 40,68 heures.

La plus forte baisse a été enregistrée aux Etats-Unis, où le temps de travail hebdomadaire moyen est passé de plus de 40 heures à un peu moins de 38.

C'est en Espagne que le temps de travail est le plus long (45,16 heures). Viennent ensuite l'Allemagne (44,64 heures) et la France (44,36 heures). Et pour la première fois depuis que l'étude existe, la semaine de travail n'est pas la plus courte au Royaume-Uni.



Et ce sont les plus jeunes sondés qui ont réduit le plus la durée de leur semaine de travail : en moyenne, les moins de 30 ans déclarent travailler désormais un peu plus de 35 heures par semaine, contre près de 41 heures l'année précédente. Cependant, les chiffres sont biaisés par une forte hausse de la proportion de sondés déclarant travailler moins de 20 heures par semaine, qui s'établit désormais à 15%, contre 5% il y a un an. En revanche, on observe peu de changement chez les 50 ans et plus.

La durée de travail hebdomadaire des hommes a baissé d'environ une heure et demi (passant de 44,14 à 42,67 heures en moyenne). Elle reste supérieure de cinq heures à celle des femmes, qui s'inscrit également en baisse (passant de 38,6 à 37,5 heures en moyenne). Nettement plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel : 10% d'entre elles travaillent moins de 20 heures par semaine (contre 7% des hommes) et 14% entre 20 et 29 heures (contre 7% des hommes).

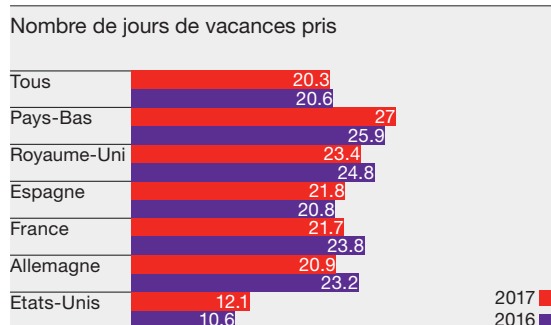
Les Américains découvrent les vacances

Le nombre moyen de jours de vacances pris par les participants à notre étude (20,3) a peu évolué par rapport à l'année précédente (20,6). Toutefois, on observe d'importants changements au niveau des pays (voir tableau).

Il semblerait que les Américains prennent goût aux vacances. En écho à la diminution du temps de travail, ils prennent désormais un jour et demi de congé supplémentaire chaque année (12,1 contre 10,6 il y a un an). Toutefois, cette évolution tient en partie à la forte baisse du pourcentage de sondés américains déclarant ne pas prendre de vacances du tout (17%, contre 22% il y a un an).

Les 12 jours de congé que s'octroient les Américains restent bien légers au regard du nombre de jours de vacances pris par les Néerlandais cette année – 27 en moyenne, contre un peu moins de 26 l'année précédente. Les Allemands ont quant à eux réduit la durée de leurs congés, désormais légèrement inférieure à 21 jours (contre 23 il y a un an), soit moins que ce que s'accordent les participants des autres pays couverts par l'étude, à l'exception des Etats-Unis. En revanche, le nombre de jours de vacances pris par les femmes allemandes a fortement augmenté, ce qui les place désormais à parité avec leurs homologues masculins (voir Focus sur l'Allemagne, p42).

La moyenne au Royaume-Uni (23,4 jours) est inférieure d'un jour et demi à celle de l'année précédente, ce qui tient en partie au fait qu'une petite proportion de sondés nord-irlandais a pris moins de dix jours de congé l'an passé. En France, la durée moyenne des congés a baissé de deux jours, passant de 23,8 jours à 21,7. Cependant, cette moyenne masque d'importantes disparités entre les régions. Dans le Nord-Est, les entrepreneurs ou responsables de petites entreprises n'ont pris que 19 jours de vacances, contre 24,5 pour leurs homologues de la région parisienne. Les parisiens savent prendre du bon temps.



Changement notable cette année : l'écart en nombre de jours de vacances entre les sexes s'est réduit. Les hommes ont pris en moyenne 21,5 jours cette année, contre 18,5 pour les femmes (soit deux tiers de jour de plus). L'écart en nombre de jours de congé est ainsi passé de 4,3 jours à un peu moins de 3 jours.

L'étude montre également que les jeunes entrepreneurs prennent moins de vacances. En contrepartie de la réduction de leur temps de travail (voir ci-dessus), les moins de 30 ans s'octroient moins de congés – un peu moins de 18 jours en moyenne pour cette année. Les 50-59 ans ont pris quant à eux 19,8 jours et les plus de 60 ans un peu moins de 25 jours.

Une retraite envisagée sereinement

La proportion de sondés prévoyant de cesser leur activité au cours des cinq prochaines années reste stable à environ 30%. Toutefois, on note cette année une forte baisse en Espagne, où le pourcentage est tombé de 23 à 15% en deux ans et est désormais le plus faible des six pays. C'est au Royaume-Uni qu'il reste le plus élevé, à 40%.

Les chiffres ont également évolué dans les autres pays, du fait de la reprise économique et du boom des marchés boursiers. Près de 13% des sondés prévoient de prendre leur retraite dans les cinq prochaines années. Une importante proportion d'entre eux (29%, contre 23% il y a un an) justifie cette décision par le fait qu'ils ont gagné suffisamment d'argent pour prendre une retraite confortable. Le Royaume-Uni se distingue à cet égard avec un pourcentage de 37%.

Si la retraite ou la vente ferme reste l'option de sortie privilégiée, la proportion de participants envisageant d'introduire leur entreprise en bourse s'inscrit en nette hausse, passant de 2 à 4%, notamment au Royaume-Uni et aux Pays-Bas (bien que le pourcentage global reste faible).

Transmission à la famille ou aux employés

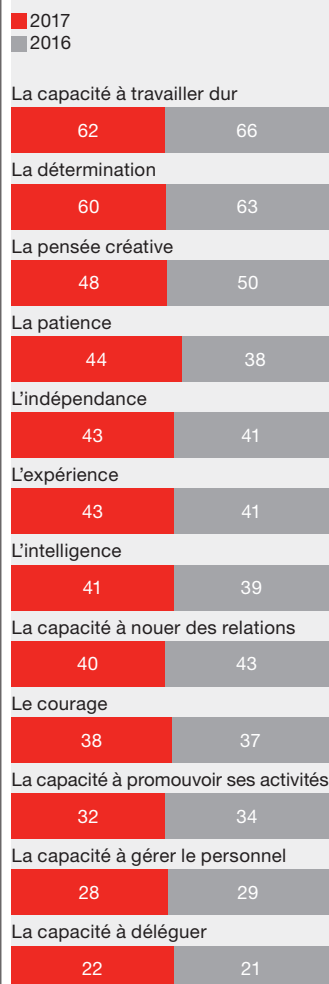
Parmi les sondés prévoyant de cesser leur activité, plus d'un sur cinq (22%) envisage de transmettre son entreprise à sa famille ou à ses employés. Aux Etats-Unis, la proportion est passée de 24 à 29% l'an dernier. Les Allemands sont plus nombreux à envisager de transmettre leur activité à un membre de leur famille (13%, contre 9% il y a deux ans), tandis que 16% des Néerlandais la céderaient à leurs employés (contre 11% l'an passé).

Parmi les candidats à la vente, la proportion de ceux qui envisagent de créer une autre entreprise est en forte baisse (16%, contre 20% en 2016). Cela se vérifie particulièrement en Allemagne, où le pourcentage a diminué de moitié, de 20 à 10%.

Principales caractéristiques

Parmi les principales caractéristiques requises pour diriger une PME, une proportion nettement plus importante de sondés cite cette année la patience et l'intelligence. La capacité à travailler dur et la détermination restent cependant en tête de liste (voir tableau).

Principales caractéristiques d'un entrepreneur selon les sondés (%)



Les grandes entreprises sont les championnes en matière de planification de la succession

Les entreprises sont bien mieux préparées à la transition lorsque le patron s'en va. La proportion globale de sondés déclarant avoir mis en place un plan de succession est en hausse cette année (24%, contre 19% il y a un an). Les plus prévoyants à cet égard sont les Américains (33%, contre 21% l'an dernier), suivis par les Britanniques (26%, contre 23% l'an passé).

Les grandes entreprises (de 20 à 50 salariés) sont nettement mieux préparées que les autres. Plus de la moitié (51%) des entrepreneurs ou responsables d'entreprises de cette catégorie déclarent avoir mis en place un plan de succession, contre 38% l'année précédente. Les entreprises employant entre 10 et 19 salariés sont elles aussi beaucoup plus nombreuses à avoir pris de telles dispositions : 44%, contre 29% l'année précédente.

L'analyse des entreprises en fonction du volume de leur chiffre d'affaires fait apparaître le même constat. Les sociétés dont le CA est supérieur ou égal à 10 millions £ sont presque deux fois plus nombreuses à avoir mis en place un plan de succession que celles dont le CA est compris entre 500.000 £ et 1 million £ (64% contre 34%). 17% seulement des entreprises dont le CA est inférieur ou égal à 100.000 £ ont pris des mesures en ce sens.

Pays où l'esprit d'entrepreneuriat est le plus fort

Dans quel pays l'esprit d'entrepreneuriat est-il le plus fort ? Cette année, les sondés tendent à penser que leur propre pays est le meilleur prétendant au titre.

Tant les Allemands que les Néerlandais se sont arrogés la première place (selon leur propre évaluation), tandis que les Français ont gagné une place dans leur classement, passant de la cinquième à la quatrième position. Les sondés britanniques et américains considéraient déjà leur pays comme le plus entrepreneurial, et confirment cet avis.

L'Espagne arrive en dernière position dans tous les classements, y compris le sien.

Esprit entrepreneurial

Classement des sondés néerlandais

1. Pays-Bas
2. Etats-Unis
3. Allemagne
4. Royaume-Uni
5. France
6. Espagne

Classement des sondés français et américains

1. Etats-Unis
2. Royaume-Uni
3. Allemagne
4. France
5. Netherlands
6. Espagne

Classement des sondés allemands

1. Allemagne
2. Etats-Unis
3. Netherlands
4. Royaume-Uni
5. France
6. Espagne

Classement des sondés espagnols

1. Etats-Unis
2. Allemagne
3. Royaume-Uni
4. Netherlands
5. France
6. Espagne

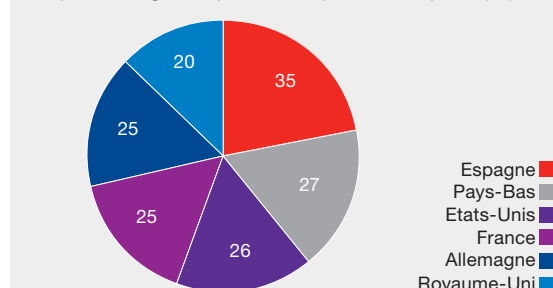
Classement des sondés britanniques

1. Royaume-Uni
2. Etats-Unis
3. Allemagne
4. Netherlands
5. France
6. Espagne

Les entrepreneurs en série jouent un rôle moteur

Pour la première fois cette année, nous avons demandé aux participants combien de petites entreprises ils avaient créées, possédées ou contrôlées durant leur carrière. La moyenne s'établit à 1,85 et la palme revient aux entrepreneurs espagnols (2,19). Un peu plus d'un quart des sondés (26%) gèrent actuellement plus d'une petite entreprise. Là encore, les patrons espagnols arrivent en tête (35%), leurs homologues britanniques fermant la marche (20%).

Entrepreneurs gérant plus d'une petite entreprise (%)



Les entrepreneurs en série constituent une catégorie dynamique : ils représentent plus d'un tiers (35%) des entreprises prévoyant de lancer un nouveau produit l'an prochain et près de la moitié (48%) des entreprises exportatrices.

Ils sont pour la plupart jeunes : près de la moitié des moins de 30 ans (47%) et 35% des 30-39 ans possèdent ou gèrent plus d'une entreprise, alors que seulement 15% des plus de 60 ans sont dans ce cas. Les entrepreneurs en série représentent en outre près d'un tiers (32%) des entreprises créées depuis la crise de 2008.

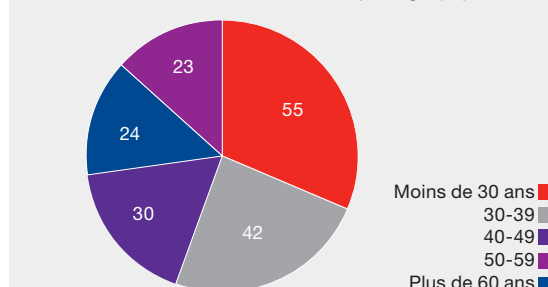
Fait surprenant, c'est parmi les dirigeants des plus grandes sociétés de notre échantillon qu'ils sont les plus nombreux. Près de 58% des sondés possédant ou gérant une entreprise dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 5 millions £ déclarent être également partie prenante dans une autre entreprise, alors qu'ils ne sont que 22% dans la catégorie des entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 100.000 £.

Par ailleurs, les entrepreneurs opérant dans le secteur manufacturier ou les services financiers sont nettement plus nombreux à gérer plus d'une petite entreprise (39% et 34% respectivement).

Avez-vous fait appel à des services de mentorat ?

Les jeunes entrepreneurs ou responsables d'entreprises sont nettement plus enclins à répondre par l'affirmative : 55% des moins de 30 ans sont dans ce cas, contre 24% des plus de 60 ans. La proportion de sondés ayant eu recours à des services de mentorat décroît de façon stable à mesure que l'âge augmente.

Recours à des services de mentorat par âge (%)



La taille des entreprises est également un indicateur utile. Tandis que, parmi les plus petites entreprises (CA inférieur ou égal à 100.000 £), 28% des sondés déclarent avoir eu recours à des services de mentorat, la proportion passe à 61% pour les plus grandes sociétés de notre échantillon (CA supérieur ou égal à 10 millions £). Les entreprises américaines et espagnoles sont les plus consommatrices de tels services : respectivement 45% et 35% d'entre elles y ont recouru, contre 21% en France et 23% au Royaume-Uni.

La quasi-totalité des sondés ayant fait appel à des services de mentorat (94%) ont déclaré que cela leur avait été « très utile » ou « assez utile ». Partant, il est dommage que les créateurs et associés d'entreprises n'aient pas été plus nombreux à y recourir. Seuls 29% d'entre eux déclarent avoir fait appel à de tels services, contre 40% des cadres supérieurs. La proportion des sondés agissant en tant que mentor (24%) est plus faible que celle des participants ayant recouru à des services de mentorat. Là encore, c'est aux Etats-Unis et en Espagne que les pourcentages sont les plus élevés (31% et 28% respectivement).

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la propension à agir en tant que mentor diminue avec l'âge.

Tandis que 40% des moins de 30 ans déclarent fournir des services de mentorat, les plus de 40 ans sont moitié moins nombreux à le faire.

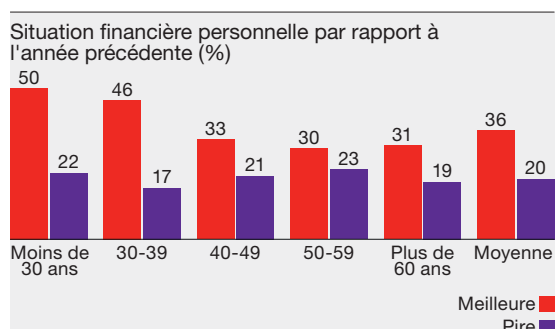
Finances personnelles



La génération Y en tête du classement relatif au bien-être

Une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs émerge et semble plutôt bien tirer son épingle du jeu.

La moitié des moins de 30 ans (50%) et 46% des 30-39 ans déclarent être dans une meilleure situation financière qu'il y a un an, contre un tiers ou moins pour les sondés plus âgés.



Dans certains pays, et plus particulièrement en Espagne, l'écart entre les générations est encore plus marqué (voir Focus sur l'Espagne, p38). Sans surprise, compte tenu du facteur d'âge, les sondés ayant créé leur entreprise depuis la crise financière de 2008 sont plus nombreux à faire état d'une amélioration de leur situation que ceux à la tête d'entreprises plus anciennes (43% contre 32%).

Dans l'ensemble des six pays, l'écart entre ceux déclarant être dans une meilleure situation et ceux estimant que leur situation s'est détériorée s'est creusé l'an dernier, passant de 13 à 16%. Près de 36% considèrent que leur situation s'est améliorée (contre 35% l'an dernier), tandis que 20% jugent qu'elle s'est dégradée (contre 22% l'an passé).

La reprise de l'économie européenne a clairement influé sur la perception qu'ont les créateurs de petites entreprises de leurs finances personnelles. La proportion de sondés affirmant être dans une meilleure situation a nettement augmenté aux Pays-Bas, en Espagne et en France – mais il reste du chemin à faire en France, où seulement un quart des participants estiment que leur situation s'est améliorée. Au niveau européen, la palme revient aux Pays-Bas, avec 43% de sondés faisant état d'une amélioration.

Après un boom prolongé, il n'est guère étonnant que 45% des sondés américains déclarent être dans une meilleure situation financière qu'il y a un an (contre 41% l'année précédente). Il semble y avoir une corrélation directe avec la taille des entreprises aux Etats-Unis : tandis que seulement 38% des sondés à la tête des plus petites entreprises (CA inférieur ou égal à 100.000 £) considèrent que leur situation s'est améliorée, les trois quarts (75%) de ceux dirigeant les plus grandes (CA supérieur ou égal à 10 millions £) l'affirment.



Le tableau est plus terne au Royaume-Uni, où 31% des sondés déclarent être dans une meilleure situation, contre 36% l'année précédente et 40% il y a deux ans. Cependant, la proportion des participants relatant une amélioration reste supérieure de 8 points de pourcentage à celle des sondés accusant une dégradation.

On observe également des variations en fonction du secteur d'activité. Les sociétés de services financiers sont les plus nombreuses à faire état d'une amélioration de leur situation financière (46%), ce qui reflète la bonne performance enregistrée par ce secteur l'an dernier. Les entreprises pharmaceutiques et celles du secteur de la construction, de l'immobilier et de l'énergie sont elles aussi bien loties (41% et 40% d'entre elles, respectivement, déclarent être dans une meilleure situation).

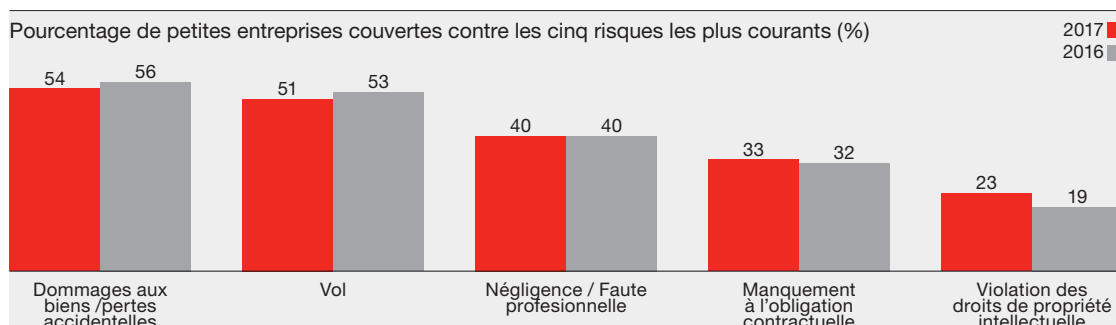
En revanche, les entreprises du secteur du commerce de détail et de gros sont plus enclines à la morosité : plus d'un quart d'entre elles (26%) estiment que leur situation s'est détériorée par rapport à il y a un an.

Gestion des risques



Une couverture d'assurance inégale

Les petites entreprises continuent de s'exposer inutilement à des risques en ne souscrivant pas des assurances clés. Elles restent inégalement couvertes face à cinq risques assurables courants auxquels elles sont exposées. Ces cinq risques, repris dans le tableau ci-dessous, donnent couramment lieu à des demandes d'indemnisation de la part des clients de Hiscox.



Pour trois de ces cinq risques, moins de la moitié des créateurs de petites entreprises ont souscrit une assurance et, dans l'ensemble, les chiffres sont au mieux stables. La violation des droits de propriété intellectuelle constitue une exception notable, la proportion de sondés couverts à cet égard étant passée de 19 à 23%. Une hausse a été enregistrée dans l'ensemble des six pays, principalement aux Etats-Unis, en Allemagne et en Espagne (où elle a atteint près de 25% dans chaque cas).

On observe d'importants écarts dans les niveaux de prise de conscience. Les entreprises britanniques et allemandes sont les plus nombreuses à s'être couvertes contre le risque de négligence / faute professionnelle (48% au Royaume-Uni, 43% en Allemagne). Il en est de même pour le risque de manquement à l'obligation contractuelle (45% et 39%, respectivement).

Les entreprises espagnoles et françaises sont les mieux loties en ce qui concerne la couverture contre le vol (respectivement 63% et 61% d'entre elles étant assurées), domaine dans lequel la proportion d'entreprises britanniques couvertes a baissé cette année, passant de 54 à 48%.

Les entreprises néerlandaises sont les moins couvertes contre quatre des cinq risques, à l'exception du risque de manquement à l'obligation contractuelle, pour lequel les entreprises françaises ferment la marche (seules 16% d'entre elles étant couvertes – à peine la moitié de la moyenne de l'ensemble des six pays).

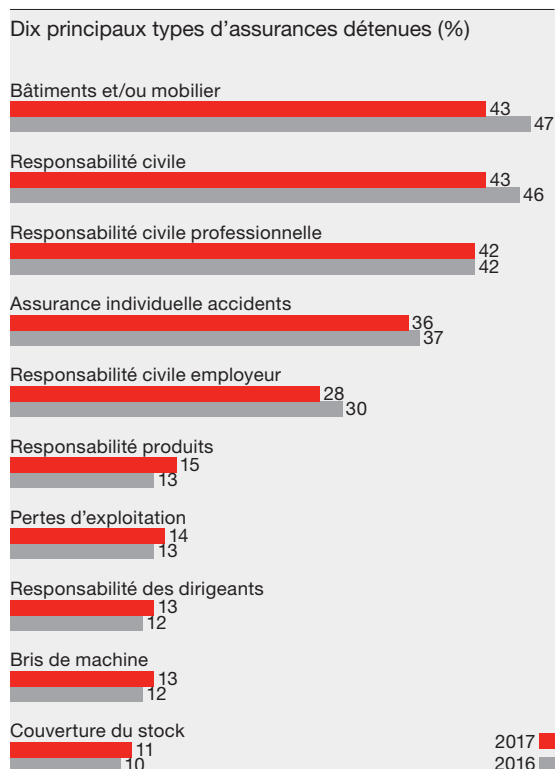
Dix principaux types d'assurances détenues

Nous avons cette année encore demandé aux entrepreneurs ou responsables d'entreprises de petites entreprises quelles polices d'assurance ils détenaient. Les réponses données font état d'une baisse surprenante de la proportion de sondés ayant souscrit une assurance couvrant les bâtiments et/ou le mobilier. Le pourcentage global est passé de 47 à 43%, mais on observe une baisse plus sensible aux Etats-Unis (de 38 à 32%), en Espagne (de 57 à 49%) et au Royaume-Uni (de 50 à 44%).

La proportion globale de participants détenant une police responsabilité civile a baissé dans une mesure similaire (passant de 46 à 43%). Au Royaume-Uni et en Espagne, le pourcentage de sondés couverts est passé respectivement de 61 à 55% et de 72 à 68%.

L'assurance responsabilité professionnelle est le troisième type d'assurance le plus souscrit. La proportion de sondés couverts reste stable, mais on observe une forte hausse en Espagne, où elle est passée de 21 à 27%, compensée par une baisse en Allemagne (de 46 à 41%) et aux Etats-Unis (de 42 à 38%).

L'assurance responsabilité produits enregistre une progression notable. Bien que le pourcentage global de participants couverts n'ait augmenté que de 2%, passant de 13 à 15%, des hausses plus marquées sont observées en Espagne (de 15 à 20%), aux Etats-Unis (de 13 à 16%) et en France (de 9 à 12%).



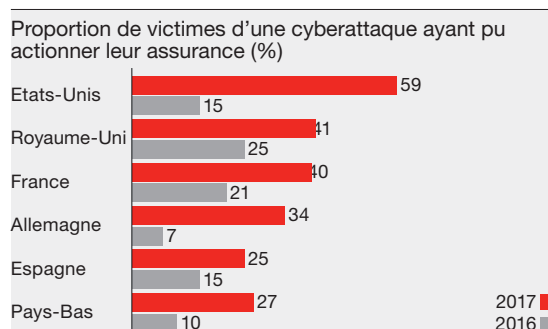
Le risque de cyberattaque ne fait toujours pas partie des dix principaux risques couverts, malgré une hausse des demandes d'indemnisation

Bien que la menace des cyberattaques soit reconnue par un nombre croissant de participants (voir Confiance des entreprises, p10), relativement peu d'entreprises se sont couvertes contre ce risque. La proportion globale de sondés ayant souscrit une assurance contre les cyberattaques et les pertes de données est passée de 8 à 9% cette année.

Les sondés espagnols sont les plus nombreux à s'être couverts (17% déclarent être assurés contre le risque de cyberattaque et de perte de données). 10% des petites entreprises américaines en ont fait de même. Les sociétés des secteurs des services financiers et des TMT sont les plus nombreuses à s'être assurées (15% d'entre elles dans chaque cas).

Cependant, malgré la proportion relativement faible d'entreprises couvertes, le nombre d'assurés ayant pu actionner leur assurance à la suite d'une cyberattaque a très fortement augmenté.

Globalement, parmi les entreprises qui ont été victimes d'une attaque, 42% ont été en mesure de faire jouer leur assurance – contre seulement 16% il y a un an. Les demandes d'indemnisation s'inscrivent en hausse dans tous les pays (voir tableau).



Il est intéressant de noter qu'une petite entreprise américaine sur quatre (25%) n'est toujours pas assurée à quelque titre que ce soit (elles étaient cependant 29% dans ce cas il y a deux ans). Dans l'ensemble des six pays, la proportion de sondés ne détenant aucune assurance a baissé de 1%, à 17%.

Pays étudiés



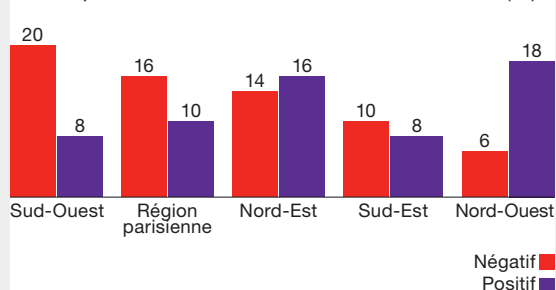
Focus sur la France

L'énigme du Brexit

Nombre d'observateurs estiment que Paris pourrait être – au même titre que Francfort – la grande gagnante du Brexit. Un grand nombre de professionnels de la finance devraient en effet s'y réimplanter une fois que le Royaume-Uni sera sorti du marché unique européen. Mais les Parisiens n'en sont pas si certains.

16% des sondés de la région parisienne voient dans le Brexit un facteur potentiellement négatif pour leur activité, contre 10% seulement d'avis positifs. Seul le Nord-Ouest recèle une importante proportion nette de sondés d'avis positif (18% d'opinions positives contre 6% de négatives).

Quel impact le Brexit va-t-il avoir sur votre activité ? (%)



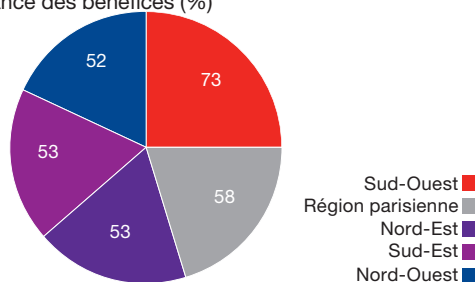
Les réponses données contrastent avec l'enthousiasme pour le Brexit affiché par les grandes entreprises françaises ayant participé à l'étude. Les entreprises employant entre 10 et 19 salariés sont nettement plus enclines à émettre un avis positif à l'égard du Brexit qu'une opinion négative (32% contre 20%). Pour celles comptant entre 20 et 50 salariés – les plus grandes de notre échantillon –, le constat est encore plus marqué : 33% voient dans le Brexit un facteur positif, et 14% seulement un facteur négatif.

Quatre secteurs sont globalement optimistes quant à l'impact du Brexit : les services financiers, les services aux professionnels, le secteur manufacturier et celui de l'alimentation, des boissons, des voyages et des loisirs.

Les entreprises du Sud-Ouest en plein boom

Est-ce l'effet Airbus ? Les entreprises du Sud-Ouest de la France sont, parmi les entreprises françaises de notre échantillon, celles qui affichent la plus forte croissance – et de loin. Près de sept sur dix d'entre elles ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au cours de l'année écoulée (contre une moyenne de 62% pour la France) et une proportion encore plus grande, 73% (contre une moyenne de 56%), a enregistré des bénéfices en hausse. Plus de quatre sur cinq (81%, contre une moyenne de 69%) font en outre état d'une augmentation de leurs nouveaux clients.

Les entreprises du Sud-Ouest affichent la plus forte croissance des bénéfices (%)



Vous vous sentez mieux ?

La reprise de l'économie française ne se reflète toujours pas dans le bien-être de la moyenne des entrepreneurs– et les femmes semblent encore moins bien loties à cet égard.

Interrogés à propos de leur situation financière personnelle, un quart des sondés français (25%) font état d'une amélioration par rapport à l'année précédente, tandis que 30% estiment que leur situation s'est dégradée. Ceci marque un net progrès par rapport à 2016, mais confère néanmoins à la France la dernière place du classement en la matière.

Cependant, la perception est sensiblement différente selon le sexe. Si, parmi les hommes, les sondés considérant que leur situation s'est améliorée sont quasiment à proportion égale avec ceux estimant qu'elle s'est détériorée (29% contre 28%), les femmes sont presque deux fois plus nombreuses à faire état d'une dégradation de leurs finances personnelles qu'à relater une amélioration (34% contre 18%). Cela pourrait s'expliquer par le nombre de femmes françaises travaillant à temps partiel : une sur six travaille en effet moins de 30 heures par semaine.

Focus sur l'Allemagne

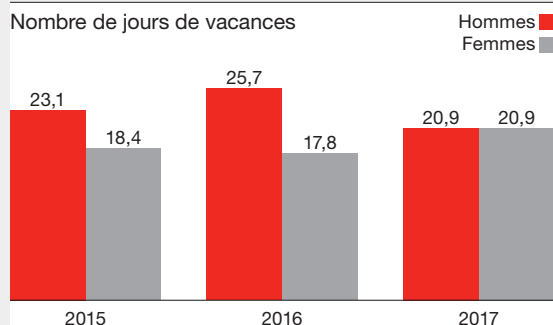
Croissance constante

Ayant mené la reprise dans la zone euro, les entreprises allemandes continuent d'afficher une croissance régulière, mais le rythme a ralenti (68% ont déclaré des ventes plus fortes cette année, contre 70% auparavant). La part des sondés se déclarant optimistes pour l'année à venir a également reculé de 65 à 62%. Le côté positif : près d'une personne sur six (15%) a recruté du personnel l'année dernière, contre 11% l'année précédente.

Hommes et femmes à parité en termes de vacances

On observe une baisse étonnamment forte du nombre de jours de vacances pris par les entrepreneurs allemands, qui est passé de plus de 23 jours en moyenne à moins de 21. Cette diminution tient à deux facteurs. D'une part, la proportion de sondés prenant plus de 35 jours de congé est passée de 16 à 11%. D'autre part, le pourcentage de participants s'octroyant au maximum 9 jours de congé par an a légèrement augmenté, de 9 à 11%.

Mais le constat le plus marquant est que les femmes sont désormais à parité avec les hommes en termes de vacances. Tandis qu'en 2016, les hommes allemands s'étaient accordé près de 8 jours de congé de plus que les femmes (25,7 contre 17,8), les deux sexes sont cette année à égalité, hommes et femmes ayant pris en moyenne 20,9 jours. Ont-ils subitement décidé de partir ensemble ?

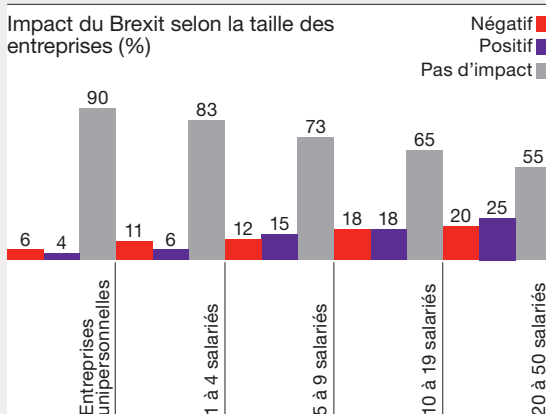


Brexit

Les entrepreneurs ou responsables de petites entreprises allemandes voient désormais le Brexit d'un meilleur œil. Tandis qu'on recensait l'an dernier trois fois plus d'opinions négatives que positives, la répartition est désormais équilibrée, près de quatre entreprises sur cinq estimant que le Brexit n'affectera pas leur activité. Deux secteurs – le transport et les loisirs – restent clairement inquiets (avec 21% d'avis négatifs contre 11% de positifs dans le premier et 25% contre 11% dans le second).

La situation est radicalement différente dans le secteur des services financiers, où l'on recense deux fois plus d'avis positifs que de négatifs (18% contre 9%).

Les plus grandes entreprises allemandes de notre échantillon sont beaucoup plus enclines que celles de moindre taille à voir dans le Brexit une opportunité (voir graphique).



Je suis un entrepreneur

Les propriétaires ou créateurs d'entreprises allemands sont les plus convaincus d'être des entrepreneurs. Près de trois quarts d'entre eux (74%) souscrivent désormais à l'affirmation « Je me considère comme un entrepreneur », soit le pourcentage le plus élevé des six pays couverts par notre étude.

Focus sur les Pays-Bas

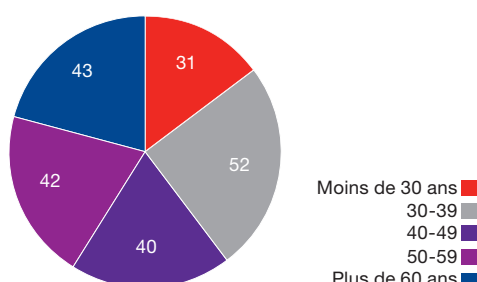
Les entreprises néerlandaises comblent leur retard

Il y a un an, le nombre de petites entreprises néerlandaises en croissance était inférieur à la moyenne des six pays couverts par notre étude. Cette année, leur proportion est soit similaire, soit supérieure à la moyenne des autres pays dans tous les domaines, sauf en ce qui concerne la croissance des bénéfices – 62% des sondés néerlandais font état d'une progression à cet égard au cours de l'année écoulée, contre une moyenne de 64% dans l'ensemble des six pays.

En outre, les entreprises néerlandaises ont enregistré une hausse particulièrement forte de leurs nouveaux clients, 73% d'entre elles relatant une telle évolution, contre 66% il y a un an. C'est dans le sud des Pays-Bas que l'on observe le pourcentage le plus élevé (77%).

Ces chiffres permettent de mieux comprendre pourquoi 43% des sondés néerlandais déclarent se sentir mieux qu'il y a un an. Les Pays-Bas se classent au deuxième rang en la matière, derrière les Etats-Unis (45%).

Ma situation s'est améliorée par rapport à l'an dernier (%)



Brexit

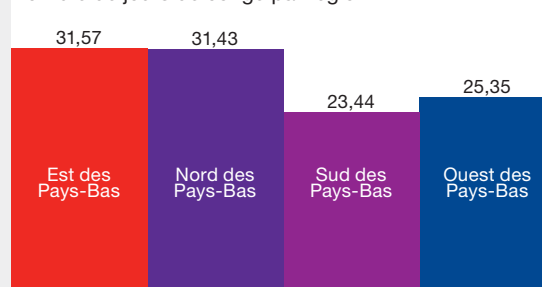
Les propriétaires et créateurs d'entreprises néerlandais sont globalement optimistes quant à l'impact potentiel du Brexit. La grande majorité d'entre eux (82%) estiment qu'il n'aura aucun impact, les autres étant partagés (10% d'avis négatifs contre 8% de positifs).

Dans quatre secteurs, toutefois, les sondés sont beaucoup plus enclins à voir le Brexit comme une opportunité : le transport et la distribution (31% d'avis positifs contre 8% de négatifs), l'alimentation, les boissons, les voyages et les loisirs (18% contre 6%), le secteur manufacturier (13% contre 6%) et les services financiers (17% contre 13%).

L'écart entre les régions en matière de congés s'accroît

Les entrepreneurs ou responsables de petites entreprises du Nord et de l'Est des Pays-Bas sont nettement plus enclins à prendre des congés que leurs homologues du Sud et de l'Ouest du pays. Ils s'accordent environ 31,5 jours de vacances par an, soit davantage que la moyenne de l'ensemble du pays (27 jours), six jours de plus que dans l'Ouest (25,4 jours en moyenne) et huit de plus que dans le Sud (23,4 jours en moyenne). L'écart entre les régions en matière de congés n'a rien de nouveau, mais il s'est fortement creusé l'an passé. Cela tient au fait que la proportion de sondés prenant 35 jours de vacances ou plus par an a fortement augmenté dans l'Est du pays (passant de 18 à 26%), mais baissé dans une mesure similaire dans le Sud (passant de 18 à 12%).

Nombre de jours de congé par région





Focus sur l'Espagne

Les petites entreprises espagnoles ont le vent en poupe

Pour la troisième année consécutive, l'Espagne affiche une forte croissance. Selon la plupart des indicateurs de croissance clés, les sondés espagnols se classent soit en tête, soit à la deuxième place derrière leurs homologues américains.

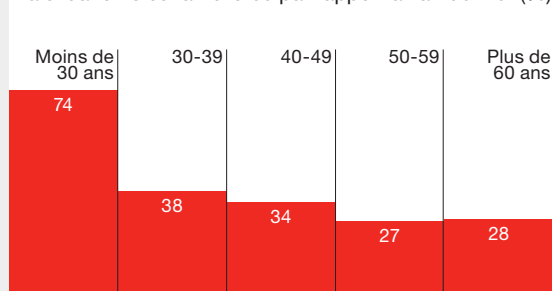
Plus de sept petites entreprises espagnoles sur dix (72%) font état d'une hausse de leur carnet de commandes ou de leur charge de travail, soit 6 points de pourcentage de mieux que leurs homologues allemandes, deuxième en la matière. Les sondés espagnols sont également les plus nombreux à faire état d'une hausse du nombre de leurs clients (76%, contre une moyenne de 71% pour l'ensemble des six pays). C'est dans le Sud que la croissance est la plus forte.

Les moins de 30 ans prospèrent

C'est le fil rouge de l'étude de cette année : les moins de 30 ans sont les plus enclins à déclarer être dans une meilleure situation qu'il y a un an. Mais dans le cas de l'Espagne, l'écart en la matière entre les jeunes entrepreneurs et leurs pairs plus âgés est nettement plus important que dans les autres pays.

Fait marquant : la proportion des moins de 30 ans espagnols faisant état d'une amélioration de leurs finances personnelles a doublé, passant de 37 à 74%, soit moitié plus que la moyenne de l'ensemble des six pays (50%). En revanche, les pourcentages pour les plus de 50 ans et les plus de 60 ans – 27% et 28% respectivement – sont inférieurs aux moyennes de l'étude (30% et 31%).

Ma situation s'est améliorée par rapport à l'an dernier (%)



Les entrepreneurs des secteurs des services financiers (58%), des services aux entreprises (50%) et de l'alimentation, des boissons, des voyages et des loisirs (47%) arrivent en tête du classement relatif au bien-être.

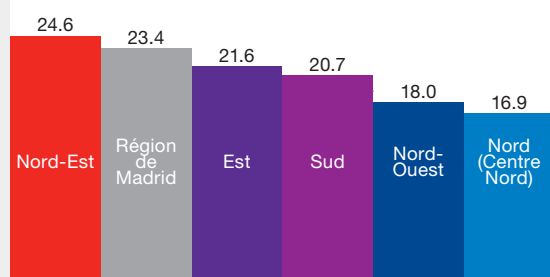
Forte utilisation des cartes de crédit

Les entrepreneurs ou responsables d'entreprises espagnols sont aussi nombreux que leurs homologues américains à utiliser leur carte de crédit pour financer leur activité. Près d'un quart d'entre eux (23%) déclarent avoir levé des fonds par ce moyen au cours des 12 derniers mois – la même proportion qu'aux Etats-Unis. C'est presque deux fois plus qu'en Allemagne (12%) et quatre fois plus qu'en France (6%). 11% envisagent en outre d'utiliser leur carte de crédit comme moyen de financement au cours des 12 prochains mois, contre 8% l'an dernier.

D'importants écarts en termes de congés

Si vous aspirez à de longues vacances, mieux vaut ne pas travailler à Bilbao ou Vigo. Dans le Nord (Centre Nord) et le Nord-Ouest de l'Espagne, les propriétaires et dirigeants de petites entreprises ne prennent en moyenne que 17,5 jours de congé par an, contre 24,6 dans le Nord-Est.

Nombre de jours de congé par région



L'écart entre les régions s'explique entièrement par la proportion de sondés s'octroyant 30 jours de vacances ou plus. Dans le Nord-Est, plus de deux sondés sur cinq (41%) prennent plus de 30 jours de congé, tandis que dans le Nord (Centre Nord), la proportion n'est que d'un sur cinq (20%).



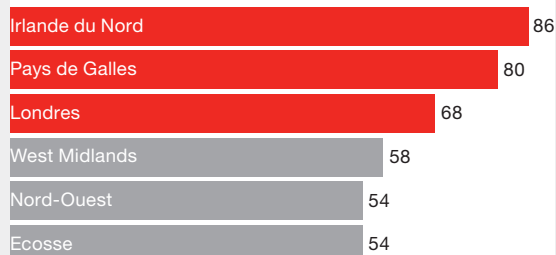
Focus sur le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni marque une pause

L'étude montre qu'après deux années de croissance solide, l'économie britannique fait une pause. Si trois petites entreprises sur cinq (61%) ont vu leurs ventes augmenter au cours de l'année écoulée, elles étaient 64% l'année précédente.

Cependant, les résultats nationaux masquent d'importantes disparités entre les régions. La proportion d'entreprises affichant des ventes en hausse est passée de 59 à 80% au Pays de Galles et de 60 à 86% en Irlande du Nord. On observe également une hausse du nombre de sondés ayant vu leurs ventes progresser à Londres et en Ecosse. Toutes les autres régions s'inscrivent en baisse. Dans les West Midlands, la proportion de sondés ayant accru leur chiffre d'affaires est passée de 72 à 58%. Dans l'East Anglia/East Midlands, le pourcentage a baissé de 10 points, de 69 à 59%.

Entreprises affichant des ventes en hausse : régions les plus/moins performantes (%)



Le secteur du transport est le plus touché

En dépit de la situation observée dans les régions industrielles, plus de deux tiers des sondés du secteur manufacturier (69%) ont vu leurs ventes augmenter – la même proportion qu'il y a un an. En revanche, les entreprises de ce secteur sont moins nombreuses cette année à faire état d'une progression de leur carnet de commandes (66%, contre 70% l'année précédente).

Le secteur qui a le plus fait baisser les chiffres nationaux est celui du transport et de la distribution. La proportion de sondés de ce secteur ayant accru leur chiffre d'affaires est en nette diminution (44%, contre 66% il y a un an), et il en est de même de ceux ayant enregistré une hausse de leur carnet de commandes (46%, contre 69% il y a un an).

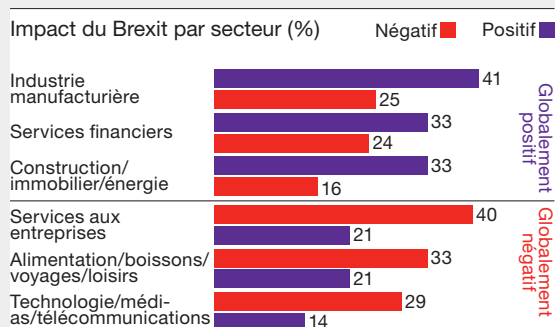
Le secteur du commerce de détail et de gros semble lui aussi être à la peine : alors qu'il y a un an, 66% des entreprises de ce secteur faisaient état d'une hausse de leur carnet de commandes, elles ne sont plus cette année que 52%, et moins de 50% d'entre elles se disent optimistes pour l'année à venir (49%, contre 54% il y a un an). Les entreprises des secteurs de la construction et des loisirs ont en outre vu leur charge de travail diminuer.

Les niveaux d'optimisme sont en baisse dans six des dix régions, dont le Pays de Galles, l'une des régions ayant enregistré les meilleurs résultats l'an dernier (les optimistes ne représentant plus que 46% du total, contre 69% il y a un an), l'East Anglia/East Midlands (53%, contre 63% il y a un an) et Londres (52%, contre 60% il y a un an).

L'instabilité politique est perçue comme un problème croissant

La hausse du nombre de sondés considérant l'instabilité politique comme un facteur néfaste à leur activité est particulièrement marquée dans les West Midlands, en Ecosse, au Pays de Galles, à Londres et dans le Sud-Est. Dans le secteur manufacturier, 40% des sondés britanniques considèrent désormais que l'instabilité politique affecte leur activité (contre 27% il y a un an). Parmi les sociétés de services financiers, la proportion a presque triplé, de 13 à 38%. Dans le secteur des services aux entreprises, elle est passée de 18 à 34%.

Il est tentant de se tourner vers le Brexit pour interpréter ces résultats. Mais alors que d'autres répondants voient le Brexit comme négatif puis positif (28% à 23%), 17% dans le secteur construction/immobilier et 16% dans le secteur production/manufacture le considèrent comme positif (38% contre 16% dans le premier, 41% contre 25% dans le dernier).



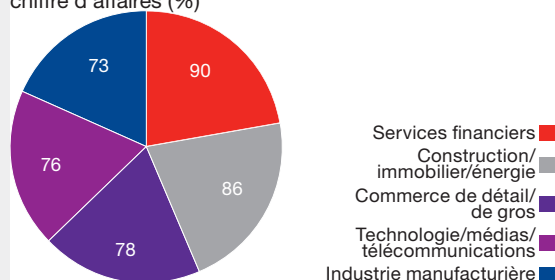
Focus sur les Etats-Unis

Accélération manifeste de la croissance

Le taux de croissance des petites entreprises américaines semble s'être accéléré l'an dernier. Parmi les 72% de sondés américains faisant état d'une hausse de leur chiffre d'affaires, la proportion de ceux déclarant avoir enregistré une croissance à deux chiffres est passée de 25 à 32%. Il en est de même pour les bénéficiaires, 31% des entreprises affichant une croissance à deux chiffres, contre 24% il y a un an.

Dans les régions Pacifique et Centre Sud-Est (voir à la fin de cette section pour la composition des régions américaines), près de quatre entreprises sur cinq font état d'une progression de leur chiffre d'affaires (80% et 78% respectivement). Deux secteurs sont particulièrement dynamiques : le secteur des services financiers (au sein duquel 90% des entreprises ont enregistré une hausse de leur CA) et celui de la construction, de l'immobilier et de l'énergie (86%).

Les Cinq secteurs les plus performants : croissance du chiffre d'affaires (%)



Une inquiétude modérée à l'égard du Big Government

Le changement d'administration semble avoir incité les petites entreprises à revoir leur attitude à l'égard du gouvernement. S'il y a un an, une proportion nette de 1% des sondés américains estimaient que les politiques menées par leur gouvernement n'étaient pas favorables aux entrepreneurs (35% d'avis négatifs contre 34% de positifs), l'étude de cette année fait ressortir une proportion nette de 18% d'opinions positives

(46% d'avis positifs contre 28% de négatifs). C'est dans la région Pacifique que le changement d'attitude est le plus marqué, 55% des sondés approuvant désormais les politiques gouvernementales, contre 34% seulement il y a un an.

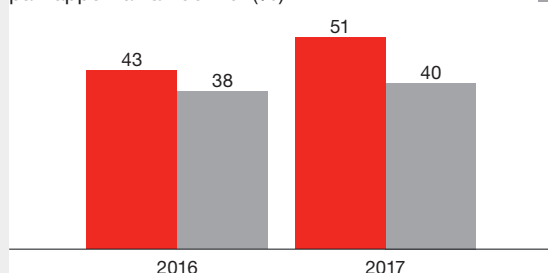
Les petites entreprises américaines se montrent également moins inquiètes quant à un possible durcissement de la législation en matière d'immigration. Une petite proportion nette des sondés considère qu'une telle évolution serait positive pour leur activité (16% d'avis positifs contre 12% de négatifs), tandis que 69% estiment qu'elle n'aurait aucun impact. Les sociétés des services financiers se démarquent à cet égard : 44% d'entre elles estiment en effet qu'un durcissement de la réglementation leur serait bénéfique.

En revanche, le nombre de sondés estimant que l'instabilité politique affecte leur activité a augmenté (36%, contre 31% il y a un an).

Pour qui la situation semble meilleure ?

Les hommes sont plus nombreux à déclarer être dans une meilleure situation financière par rapport à l'année précédente. Plus de la moitié des entrepreneurs américains (51%) font état d'une amélioration, contre 40% seulement des femmes. C'est plus du double de l'écart observé lors de la dernière étude, au cours de laquelle le pourcentage était de 43% pour les hommes et de 38% pour les femmes.

Ma situation financière s'est améliorée par rapport à l'an dernier (%)



Les résultats présentent également un important biais lié à l'âge. Près de trois sondés sur cinq (58%) parmi les moins de 40 ans considèrent que leur situation financière s'est améliorée, contre 35% pour les plus de 50 ans.

Recours accru à des sources de financement non bancaires

Les entrepreneurs américains ont été les plus nombreux à se tourner vers des sources de financement alternatives l'an dernier. 9% ont levé des fonds en réhypothéquant leur maison (contre 3% l'année précédente), 10% ont recouru au crowd-sourcing (contre 4% l'année précédente), 14% ont mis à contribution leur famille ou leurs amis (contre 11% l'année précédente) et 11% ont fait appel à d'autres investisseurs en fonds propres. Près d'un quart (23%) utilisent en outre leur carte de crédit pour financer leur activité – une proportion relativement stable depuis trois ans.

Régions des Etats-Unis

Nouvelle-Angleterre

Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut

Centre du littoral de l'Atlantique

Centre du littoral de l'Atlantique

Atlantique Sud

Delaware, Floride, Géorgie, Maryland, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Virginie occidentale, Washington DC

Centre Sud-Est

Alabama, Kentucky, Mississippi, Tennessee

Centre Sud-Ouest

Arkansas, Louisiane, Oklahoma, Texas

Centre Nord-Est

Illinois, Indiana, Michigan, Ohio, Wisconsin

Centre Nord-Ouest

Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord, Dakota du Sud

Etats des montagnes

Arizona, Colorado, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau-Mexique, Utah, Wyoming

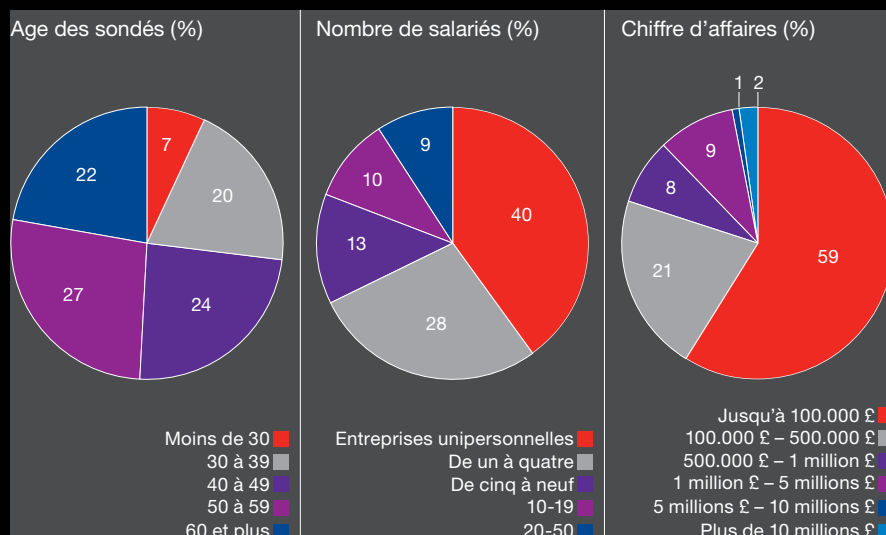
Pacifique

Alaska, Californie, Hawaï, Oregon, Etat de Washington

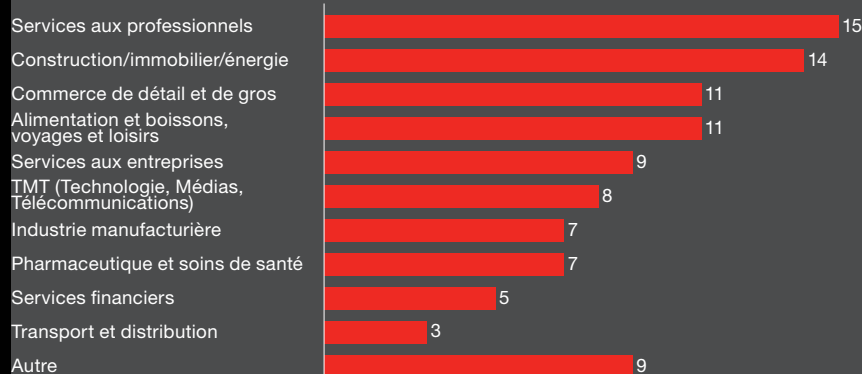
Méthodologie et profil des sondés

L'échantillon de cette étude a été fourni par Research Now en s'appuyant sur ses propres panels en ligne. Au total, 4.039 propriétaires, fondateurs ou cadres supérieurs de sociétés employant au maximum 50 salariés ont été contactés (plus de 1.000 au Royaume-Uni et aux Etats-Unis et plus de 500 en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne). Les personnes interrogées ont complété un questionnaire en ligne entre le 10 mai et le 6 juin 2017.

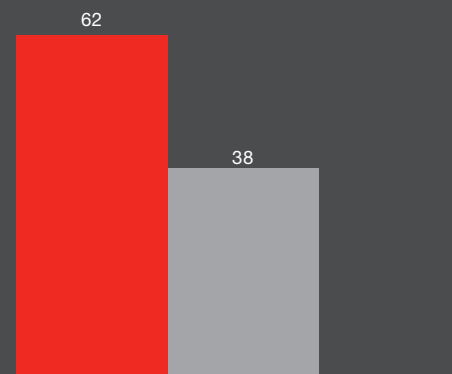
Marge d'erreur : de +/- 1% à +/- 2% pour l'échantillon complet et, s'agissant des échantillons propres aux différents pays, de +/- 1% à +/- 3% pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis et de +/- 2% à +/- 4% pour les autres pays. Certains chiffres cumulés pourraient ne pas faire le compte exact pour des raisons d'arrondis.



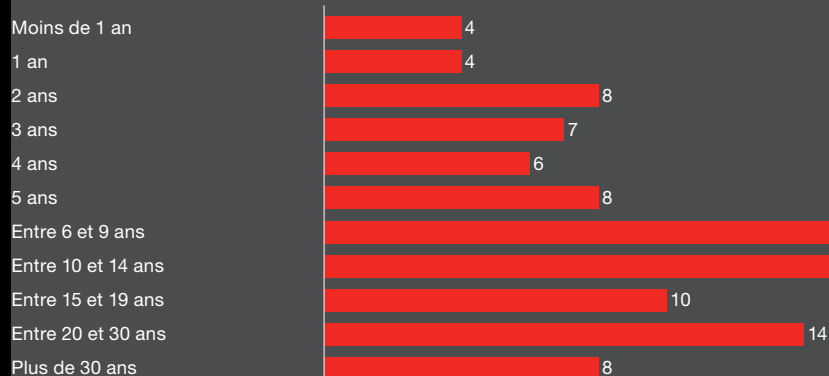
Secteurs (%)



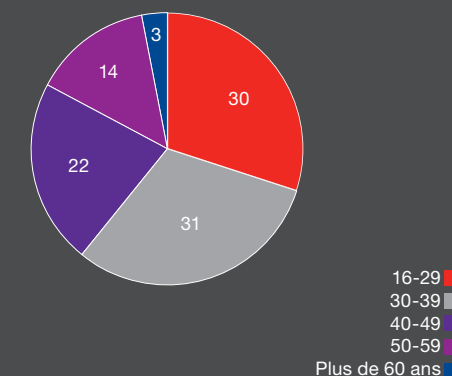
Sexe (%)



Age de l'entreprise (%)



Age de début des activités (%)



Hiscox France
19 rue Louis le Grand
75002 Paris

T +33 (0)1 53 21 82 82
hiscox.communication@hiscox.fr
www.hiscox.fr

Hiscox est un spécialiste international de l'assurance et de la réassurance, qui compte 2.300 salariés dans 13 pays. Forts de plus de 100 ans d'expérience, nous travaillons avec des professionnels et des particuliers à travers le monde pour offrir une couverture adaptée à des besoins d'assurance souvent complexes et inhabituels. Nous collaborons actuellement avec plus de 480 000 TPE/PME, petites entreprises et consultants au Royaume-Uni, en Europe et aux Etats-Unis, dont le chiffre d'affaires combiné excède 70 milliards £. Nos clients opèrent dans un grand nombre de secteurs : des start-ups technologiques, agences médias, jusqu'aux paysagistes ou encore consultants en architecture d'intérieur.

Publication: septembre 2017

17960 09/17